

n° 315-avril 2023

Canal

le journal de Pantin

Dossier

**Logements
pour tous**

page 4

Patrimoine

**L'église
inaugurée
le 15 avril**

page 26

États généraux de l'éducation

L'inclusion, parlons-en!

page 14

5€
jusqu'au 2 mai

43^e
édition

Foulées Pantinoises

**Dim.
14 MAI
10H**

La course qui rassemble
tous les passionnés
de running

Scannez-moi



Direction de la Communication - mars 2023

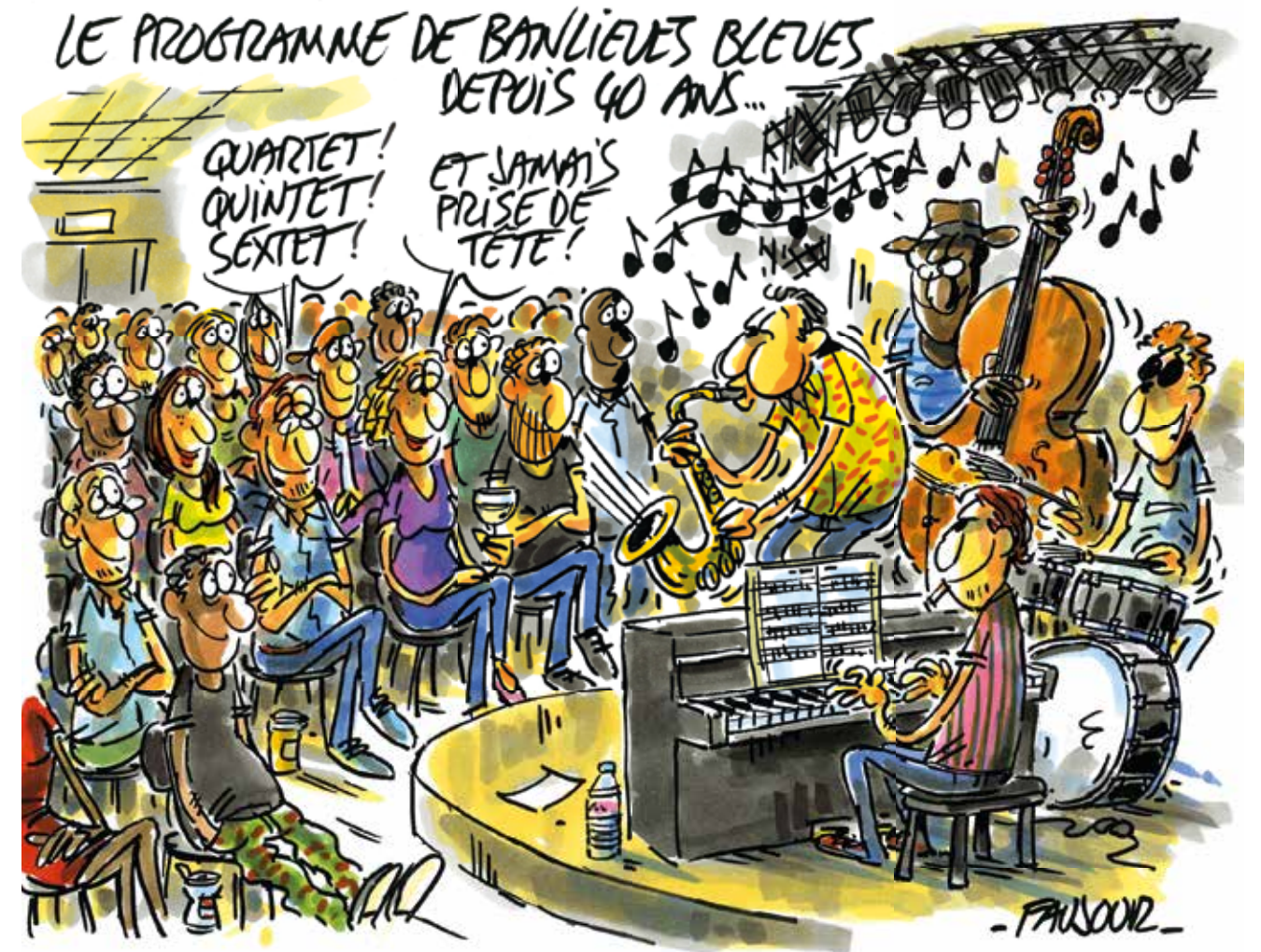


Course de 10 km, qualificative au championnat de France individuel

pantin.fr



Information et inscription
01 49 15 41 58
fouleespantinoises@ville-pantin.fr



Lire page 32

SOMMAIRE

4> Dossier

Un logement pour tous et tout pour le logement

12> En quelques mots

Bourse projet jeunes ; nouveaux services au cimetière des Pommiers ; une salle cardio à la piscine Alice-Milliat ; chasse aux œufs de Pâques du Secours populaire ; enquête publique sur le Plan de prévention des risques ; plus que quelques jours pour répondre à la consultation sur l'extension des plages d'accueil du centre administratif.

14> États généraux de l'éducation

Les 15 et 20 avril, on débat sur l'inclusion des élèves

15> Petite enfance-enfance-jeunesse

La ville signe une nouvelle convention avec la Caisse d'allocations familiales

17> Solidarité internationale

Électriciens sans frontières, en première ligne en Ukraine et en Turquie

18> Emploi

Territoire zéro chômeur de longue durée : c'est parti !

19> Tranquillité publique

Vente de cigarettes à la sauvette : la ville obtient plus de moyens policiers

20> Spécial Année de l'égalité

- > Une soirée, trois trophées
- > Meet My Mama s'installe à Pantin
- > Les vigneronnes s'invitent à La Butinerie
- > Retour en images sur la Semaine de l'égalité

25> En images

Danses partagées au CND ; commémoration du cessez-le-feu en Algérie ; remise des trophées de l'Office des sports pantinois

26> Patrimoine

L'église Saint-Germain inaugurée samedi 15 avril

28> Espace public

Le stationnement payant généralisé

29> Espaces verts

> Réouverture du square Formagne

> Les jardins de l'hôtel de ville entament leur mue

30> Aménagement urbain

Construction d'un hôtel haut de gamme avenue du Général-Leclerc

32> Musique

Banlieues Bleues célèbre sa quarantième édition

34> Bibliothèques

- > L'atout réussite
- > Le street-art à l'honneur

36> Cinéma

Avant Côté court, c'est déjà Côté court !

CANAL 45, av. du Général-Leclerc, 93500 Pantin
Adresse postale: Mairie, 93507 Pantin CEDEX.
t 01 49 15 40 36. E-mail: canal@ville-pantin.fr
Directeur de la publication: Bertrand Kern.
Rédactrice en chef: Orlane Renou. Secrétaire de rédaction: Cécile Demars. Maquettiste: Priska Vigo. Rédacteurs: Tiphaine Cariou, Christophe Dutheil, Frédéric Fuzier, Guillaume Gesret, Anne-Laure Lemancel, Hana Levy. Photographes: Sabrina Budon, Laetitia d'Abouville, Justine Davo, Émilie Hautier, Amélie Laurin. Publicité: contacter la rédaction au 01 49 15 41 17. Toute reproduction de texte, photo ou dessin est interdite, sauf accord écrit de la direction. Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.

Inaugurées en 2022 en lisière des Courtilières, Les Pantinoises comportent 355 logements, du T1 au T5, tous proposés en accession à la propriété.

Toi, toi, mon toit

Forte d'une politique de construction volontariste, Pantin agit pour répondre aux attentes en matière de logement de ses habitants, et ce, quels que soient leurs revenus et leur situation. Aux côtés des programmes en accession libre, les nouvelles constructions des promoteurs immobiliers intègrent ainsi au moins 33 % de logements sociaux, tandis que les opérations en bail réel solidaire (BRS) facilitent l'accession sociale à la propriété. Autant de projets guidés par deux principes : la protection de l'environnement et le droit au beau. On fait le tour de la question.

Dossier réalisé par **Christophe Dutheil, Frédéric Fuzier, Guillaume Gesret**

Les chiffres publiés par l'Insee fin 2022 l'attestent : en l'espace de 10 ans, la population de Pantin a crû de 10,1 % pour franchir la barre des 60 000 habitants en 2020. Les ménages (2,29 membres en moyenne) vivent dans 27 462 logements (+ 9 % entre 2013 et 2019), dont 13,6 % de studios, 32,7 % de deux pièces, 32,2 % de trois pièces, 15,8 % de quatre pièces et 5,7 % de cinq pièces ou plus. « Sur tous les types d'offres, la demande est très forte et donc difficile à satisfaire », précise Nathalie Berlu, conseillère municipale déléguée à la Qualité et à la Diversité de l'habitat. Mais, depuis une décennie, 370 logements sont en moyenne construits chaque année à Pantin. » Du fait de sa situation aux portes de Paris et de sa bonne desserte en transports en commun, la ville convainc toujours plus d'habitants, lesquels s'y établissent pour y rester longtemps : 41,7 % des foyers vivent ainsi dans leur logement depuis plus de 10 ans. C'est que la ville est de plus en plus agréable... Aux aménagements réalisés pour faciliter les mobilités douces (vélo, marche...) se sont en effet ajoutées

de multiples requalifications urbaines, tant au travers de la mise en valeur des bords du canal que de la réhabilitation de friches, d'anciens bâtiments industriels ou de quartiers entiers.

La mixité sociale, une priorité

L'attractivité qui découle de ces opérations est à double tranchant, dans la mesure où elle a entraîné – comme dans toutes les communes voisines – une augmentation des prix que la ville cherche à pondérer. C'est le cas avec l'encadrement des loyers, en vigueur depuis début 2021 pour la location (lire page 9), et avec la multiplication des programmes en bail réel solidaire (BRS) et en location accession (lire page 10), lesquels permettent à des Pantinois aux revenus plus contraints d'acheter une résidence principale, sans être obligés de déménager vers la deuxième ou la troisième couronne. Pas question, non plus, de laisser se développer une ville où se concentrent, dans certains quartiers, les foyers aisés et, dans d'autres, les ménages démunis. « Nous privilégions l'accession à la

propriété dans les secteurs où le logement social est prédominant, comme aux Courtilières, et la construction de logements sociaux partout où le parc d'habitations est surtout détenu par des propriétaires privés, comme à Hoche ou aux Quatre-Chemins », précise Philippe Vitas, directeur de l'Habitat, du Logement et du Foncier de la ville. Des exemples ? La résidence Les Pantinoises, édifiée par la Semip (Société d'économie mixte de Pantin) à deux pas du Serpentin des Courtilières, a offert 355 logements en accession à la propriété, du studio au T5, répartis dans six immeubles. A contrario, entre la rue Hoche, la rue du Congo et la place Olympe-de-Gouges, les 106 appartements du lot A, livrés en 2022, ont été exclusivement dédiés au logement social. Emma Gonzalez-Suarez, adjointe au maire déléguée au Logement, ajoute : « Les promoteurs ont en outre l'obligation d'intégrer à minima 33 % de logements sociaux dans toutes les opérations de plus de 1 800 m² de surface de plancher. Cela permet à la ville d'accroître la part des logements sociaux. Ils sont en effet 39,4 %

aujourd'hui, contre 31 % en 2001. » De la sorte, un tiers des 1 500 logements prévus, d'ici à 2030, au sein de l'écoquartier des Quatre-Chemins seront sociaux. La proportion sera la même pour ce qui est des Pierres sauvages, une résidence de 70 logements livrée en 2025 avenue Édouard-Vaillant, mais aussi pour le programme Green Sheds, un ensemble de 70 appartements construits d'ici à 2025 dans le quartier Méhul, et pour l'immeuble à ossature bois imaginé par Woodeum. Aux 231-233, avenue Jean-Lolive, ce dernier offrira 80 logements à l'horizon 2025. De quoi relativiser les discours sur la supposée gentrification de la ville...

Le droit au beau !

La commune se démarque également par les nouveaux modes constructifs qu'elle privilégie dans toutes les opérations dont elle a la maîtrise. « À Pantin, la construction constitue, avec les déplacements, l'un des principaux postes d'émission de CO₂, indique Mathieu Monot, premier adjoint en charge du Développement urbain durable, des

DES ÉQUIPEMENTS À LA HAUTEUR

Nombreux sont les projets immobiliers français à avoir, par le passé, souffert d'un manque d'équipements publics adéquats à proximité. Mais qu'on se le dise : à Pantin, c'est loin d'être un risque puisque la ville est connue pour la qualité de ses infrastructures. Aux Quatre-Chemins, par exemple, l'école maternelle Diderot a été réhabilitée et sera rejointe par une école élémentaire de 12 classes. Au cœur de l'écoquartier, le nouveau collège Jean-Lolive a, quant à lui, ouvert ses portes en janvier 2022. Si, pour l'heure, l'établissement accueille 550 élèves, il possède une capacité de 750 places. Depuis l'année dernière, les Quatre-Chemins disposent d'un centre d'art contemporain et d'un lieu dédié à la petite enfance, installés dans l'ancienne filature Cartier-Bresson. Bientôt, le quartier bénéficiera également d'une ludothèque au sein de la résidence d'artistes Artagon. Quant aux habitants des Courtilières, ils pourront très prochainement profiter du centre culturel Nelson-Mandela, lequel sera doté d'une médiathèque de 600 m², d'une ludothèque et d'un espace de diffusion dernier cri où seront présentés des spectacles et organisés des séances de cinéma. Mais quid des activités sportives ? En plus de la piscine Alice-Milliat, entièrement rénovée et disposant dorénavant d'un bassin supplémentaire, la construction d'une nouvelle salle sportive multisports de 3 900 m² débutera en 2024, rue Candale.

Écoquartiers, de l'Innovation par la commande publique, de la Démocratie locale et du Bien-être animal. *Nous cherchons donc au maximum à décarboner la filière du bâtiment en exigeant, par exemple, de la part des opérateurs qui travaillent pour nous qu'ils choisissent des matériaux biosourcés, comme le bois, la terre crue, la pierre de taille ou, dans certains cas, des bétons décarbonés.* » Dans le sillage de la crise sanitaire, qui a eu un impact sur les façons de vivre, Pantin met aussi l'accent sur « l'habitabilité » des appartements nouvellement bâtis, comme l'atteste le premier adjoint : « Nous faisons en sorte de favoriser le confort avec des pièces plus grandes que par le passé, des parties communes aux dimensions généreuses, des espaces plantés et, si possible, une double orientation et un espace extérieur pour tous les logements. »

3 QUESTIONS À...

Emma Gonzalez-Suarez,
adjointe au maire déléguée
au Logement



Nathalie Berlu, conseillère
municipale déléguée
à la Qualité et à la
Diversité de l'habitat



Canal : Comment la politique de la ville en matière de logement a-t-elle évolué au cours de ces dernières années ?

Nathalie Berlu : La demande en logements est particulièrement forte à Pantin. La commune, traversée par un canal qui a été très bien mis en valeur, bénéficie d'une bonne desserte en transports en commun. Elle est donc toujours aussi attractive. Nous voulons continuer de répondre à cette demande et travaillons pour cela avec les bailleurs sociaux et des promoteurs immobiliers. Pantin doit rester une ville accueillante qui sait garder ceux qui veulent continuer à y vivre en facilitant leur parcours résidentiel. Nous réfléchissons donc à ce qui peut permettre d'offrir des solutions aux habitants. C'est pourquoi la commune mène, depuis de nombreuses années, une politique très volontariste en matière de mixité sociale et fait en sorte que puissent y résider des foyers aux conditions sociales variées. Nous maintenons ce cap pour continuer à fabriquer une ville agréable, mixte et populaire à tous points de vue.

Comment faire en sorte que les plus modestes restent à Pantin ?

Emma Gonzalez-Suarez : La ville abrite un parc social conséquent qui a continué de croître ces dernières années : les logements sociaux représentent aujourd'hui 39,4 % de toutes les résidences principales. C'est une chance car nous avons de grands besoins. L'une de nos priorités est d'aider les jeunes Pantinois aux revenus modestes à décohabiter et à trouver leur premier logement à Pantin. Nous nous efforçons aussi de reloger chez les bailleurs sociaux des personnes qui vivent dans le parc privé et ne peuvent plus assumer leur loyer suite à des difficultés ou à un accident de la vie. Nous faisons le maximum mais il y a une faible rotation au sein du parc social et donc peu de logements qui se libèrent au regard des besoins.

Quels sont vos objectifs pour les années à venir ?

N.B. : La lutte contre l'habitat indigne et insalubre, qui perdure dans plusieurs quartiers, reste une priorité majeure pour l'équipe municipale. Nous souhaitons aussi continuer de développer l'offre de logements destinés aux ménages les plus modestes, aussi bien pour les locations que pour les acquisitions, sans pour autant accroître de façon disproportionnée la densité de population. Les opérations en bail réel solidaire (BRS) sont un levier pour y arriver, de même que les programmes développés par des promoteurs sur des assises foncières importantes. Dans ce cas, nous réservons un pourcentage des surfaces construites pour y faire du logement social.

E.G.-S. : La ville s'apprête également, en partenariat avec les bailleurs, à renforcer le dispositif Un toit pour elle permettant à des femmes victimes de violences d'être hébergées dans un logement du parc social.

Lutte contre l'habitat dégradé : la ville à la manœuvre

Depuis près de 20 ans, la requalification urbaine des Quatre-Chemins, qui passe principalement par la résorption de l'habitat dégradé, est une priorité pour la ville. Aujourd'hui, 271 logements indignes y ont été détruits, laissant la place à près de 1 000 autres, majoritairement sociaux. Un effort qui se poursuit actuellement.



La résorption de l'habitat indigne implique des opérations de très longue haleine puisqu'elles nécessitent de négocier avec les propriétaires avant le rachat des appartements. Vient ensuite le temps des relogements, des déconstructions et des reconstructions. Sur cette photo, la démolition du 15, rue Cartier-Bresson.

logements sociaux et d'une crèche. Dans les deux cas, la livraison est annoncée pour 2025.

L'effort se poursuit

Un deuxième Programme de renouvellement urbain, majoritairement financé par l'Anru, a débuté en 2018. Amplifiant la dynamique de suppression de l'habitat indigne engagée par la commune aux Quatre-Chemins, ses effets devraient se prolonger au moins jusqu'en 2029. Co-piloté par la ville et Est Ensemble, lesquels financent le volet résorption de l'habitat dégradé à parts égales, ce nouveau PRU repose notamment sur une concession d'aménagement octroyée à la Soreqa (Société de requalification des quartiers anciens) qui a d'abord établi un diagnostic sur une vingtaine de nouvelles adresses. Neuf îlots, représentant 175 logements, ont été retenus pour être acquis, lot par lot, puis démolis, rebâti ou requalifiés. *In fine*, ces opérations laisseront la place à 91 appartements neufs. Dernière intervention en date ? La démolition du 15, rue Cartier-Bresson où un bâtiment de quatre logements sera construit d'ici à 2026. Cet été, l'immeuble du 16, rue Lapérouse connaîtra le même sort. Le coût de cette deuxième phase est estimée à 37 millions d'euros, 16 provenant de l'Anru et 15 de la ville et d'Est Ensemble.

Quartier de faubourg érigé à la fin du XIX^e siècle, les Quatre-Chemins voient se côtoyer des bâtiments industriels et d'anciens immeubles de rapport ayant évolué en copropriétés. Des habitations dont certaines

se sont dégradées au fil des ans jusqu'à devenir insalubres. Un état de fait s'expliquant par la densité de population, la mauvaise qualité et le manque d'entretien du bâti.

De logement indigne à social

En 2001, Bertrand Kern, le maire, et son équipe décident de résorber cet habitat dégradé. Un premier Projet de rénovation urbaine (PRU) est ainsi lancé, en partenariat avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru). Complété par la création de la ZAC Villette, il a permis, entre 2007 et 2020, l'acquisition et la démolition de 271 lots de copropriété et prévoit la construction de plus de 1 000 logements. Aux deux-tiers sociaux (le quartier présente en effet un déficit en la matière), plus de 80 % d'entre eux ont été livrés.

Aujourd'hui, les réalisations issues de ce premier programme continuent de sortir de terre. Les travaux débiteront ainsi prochainement aux 11-13, rue Berthier où ICF La Sablière construira, en lisière du square Anne-Frank, 19 logements sociaux et des commerces en pied d'immeuble. Aux 24-26, rue Magenta, c'est Pantin Habitat qui, à partir de septembre, sera à la manœuvre pour l'édification de 20

Aux Sept-Arpens et à l'îlot 27 aussi

Le saviez-vous ? Après les Quatre-Chemins, le quartier des Sept-Arpens, situé à cheval sur Pantin et le Pré Saint-Gervais, est celui qui abrite le plus d'immeubles insalubres. C'est pourquoi, un Plan de rénovation urbaine (PRU) lui est consacré. En 2016 et 2017, des études pré-opérationnelles ont permis d'identifier les îlots devant être requalifiés pour un coût estimé à 28,5 millions d'euros, dont 11 millions financés par l'Anru et 4,8 millions par la commune, pour la seule partie pantinoise.

Propriétaires : faites-vous aider !

Dans le cadre des Plans de rénovation urbaine des Quatre-Chemins et des Sept-Arpens, Pantin et Est Ensemble ont missionné la Soreqa pour piloter un dispositif permettant d'inciter les propriétaires d'immeubles dégradés, mais pouvant encore être rénovés, à procéder à des travaux de réhabilitation. Baptisé Opah, pour Opération programmée de l'amélioration de l'habitat, cette initiative permet de profiter d'un soutien technique et administratif pouvant aboutir à des subventions, pourvu que le bien soit situé dans des périmètres préalablement définis. Actuellement, 33 adresses bénéficient de cet accompagnement renforcé aux Quatre-Chemins et 10 aux Sept-Arpens. Bon à savoir : l'Opah est en place jusqu'à la fin de l'année dans le quartier des Quatre-Chemins et jusqu'en 2025 aux Sept-Arpens. Alors, ne tardez pas à contacter la Soreqa !

● Renseignements sur l'Opah des Quatre-Chemins :
☎ 07 62 62 81 12 ou opah.pantin.4chemins@soreqa.fr.

● Renseignements sur l'Opah des Sept-Arpens :
☎ 06 77 87 36 38 ou opah.7arpents@soreqa.fr.

Pantin Habitat devient une coopérative

L'office HLM de Pantin, créé en 1931, vient de faire évoluer ses statuts afin de devenir une société coopérative. L'objectif ? Conserver son indépendance et sa proximité avec les locataires. Explications.



Mardi 14 mars, se tenait, au salon d'honneur de l'hôtel de ville, le traditionnel déjeuner des gardiens dont la vocation est de saluer leur engagement auprès des locataires du parc social de la ville.

Premier bailleur social de la ville, avec 5 378 logements en gestion, soit 60,43 % du parc HLM local, Pantin Habitat a dû faire, l'an dernier, un choix cornélien : fusionner, ou pas, avec d'autres bailleurs sociaux en vue de dépasser le seuil de 12 000 logements imposé par la loi Élan (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique). Le conseil d'administration a préféré prendre un autre chemin en transformant l'office HLM en coopérative, conservant ainsi un ancrage de proximité tout en échappant aux contraintes fixées par cette loi.

« Ce changement de statut, intervenu le 31 décembre, permet à la ville de garder la main sur son principal outil de gestion du logement social », explique Françoise Kern, adjointe au maire déléguée à la Tranquillité publique et à la Sérénité urbaine et présidente de Pantin Habitat. « Si la nouvelle coopérative a adhéré à la SAC (société de coordination)

Groupes habitats en Seine-Saint-Denis, créée par le bailleur départemental Seine-Saint-Denis Habitat, elle demeure autonome dans son fonctionnement », précise-t-elle.

Rester proche des locataires

Mais qu'est-ce que cela change pour les locataires ? « Cela leur permet d'avoir l'assurance que Pantin Habitat, qui est en bonne santé financière, conservera sa propre gouvernance et ne sera pas dilué dans un grand groupe qui risquerait d'être plus éloigné de leurs préoccupations, répond l'élue. La coop aura aussi toute latitude pour investir dans l'amélioration de son offre en montant, par exemple, ses premières opérations en bail réel solidaire (BRS). »

En matière de gouvernance, la présidence de Pantin Habitat sera donc toujours assurée par Françoise Kern. La coopérative, qui emploie 110 salariés, sera cependant pilotée par un conseil d'administration composé de 18 administrateurs représentant ses principaux associés (Pantin, Est Ensemble et la Semip), les locataires (trois élus), un salarié et deux membres du Comité social et économique de la nouvelle structure.

Le logement social, comment ça marche ?

► En 2020, Pantin disposait sur son sol d'un parc de **9 722 logements sociaux**, gérés par 14 bailleurs, les quatre principaux étant Pantin Habitat, Seine-Saint-Denis Habitat, Seqens et I3F.

► Au **31 décembre 2021**, la ville était le premier choix de **5 964 candidats** ayant déposé une demande de logement social en Île-de-France. Elle en a enregistré 2 581 par l'intermédiaire de son propre guichet situé au centre administratif.

► En **2022, 533 logements sociaux ont été attribués à Pantin** par les bailleurs, la préfecture, la ville et Action Logement. Parmi ces logements, 191 (36 % du total) ont été attribués à des personnes dont le dossier a été présenté par la ville.

► Depuis **2015**, les demandeurs peuvent enregistrer leur dossier en ligne (www.demande-logement-social.gouv.fr) ou le déposer dans l'un des guichets enregistreurs prévus à cet effet par l'État (les mairies, les bailleurs ou Action Logement). Les demandes doivent être renouvelées tous les ans.

► Les logements sociaux sont attribués sous conditions de revenu. À Pantin, en plus des critères nationaux inscrits dans le code de construction et d'habitation, d'autres entrent en compte, comme l'ancienneté de la demande, le handicap, l'ancrage territorial, l'aide à la décohabitation (pour les moins de 30 ans) ou le relogement en urgence d'un conjoint victime de violence. À la fin de l'année, un système de cotation des demandes entrera en vigueur et constituera une aide à la décision.

Avez-vous votre permis de louer ?

Dans plusieurs quartiers de Pantin, les propriétaires privés doivent désormais demander un permis de louer auprès de la direction municipale de l'Habitat, du Logement et du Foncier avant de signer de nouveaux baux. Le but ? Empêcher au maximum la location de biens indignes.

Pantin n'échappe pas aux « marchands de sommeil », ces propriétaires sans foi ni loi qui louent, à des tarifs très élevés, des logements insalubres, parfois même en les surpeuplant. C'est pourquoi la ville s'est emparée, dès 2019, d'un dispositif créé par la loi Alur pour tenter d'enrayer cette mécanique : le permis de louer. S'appliquant dans les trois quartiers où le pourcentage d'habitations potentiellement indignes est le plus élevé – Sept-Arpens, Quatre-Chemins, Haut et Petit-Pantin –, il concerne tous les logements proposés à la location à titre de résidence principale et dont les baux ont été signés après la mise en place de la mesure. Par conséquent, chaque bailleur privé qui s'appête à proposer un bien dans l'un de ces secteurs doit remplir, au préalable, une déclaration de mise en location, via un formulaire Cerfa (n° 15651*01), disponible sur le site internet de la ville. Ce document doit ensuite être envoyé par courrier, avec une copie du bail, à la direction de l'Habitat, du Logement et du Foncier de la ville dans les 15 jours qui suivent la signature du contrat de location. Tout

défaut de déclaration expose le bailleur à une amende dont le montant oscille entre 5 000 et 15 000 euros.

« À l'examen des déclarations reçues et en fonction de la connaissance de l'immeuble considéré, le Service communal d'hygiène et de santé peut dépêcher un inspecteur de salubrité pour aller vérifier sur place si les conditions minimales d'habitabilité (surface de 9 m², présence d'au moins une fenêtre et d'un chauffage fixe...) sont bien remplies », conclut Philippe Vitas, directeur de l'Habitat, du Logement et du Foncier.

● Pour connaître le périmètre d'application du permis de louer : pratique.pantin.fr/Urbanisme/Permis de louer/Permis de louer perimetre.pdf.

● Pour télécharger le formulaire de déclaration de mise en location d'un logement : pratique.pantin.fr/Urbanisme/Permis de louer/Formulaire cerfa 15651-01.pdf.

● Pour transmettre les documents nécessaires à l'obtention du permis de louer : Direction de l'Habitat et du Logement, 84-88, avenue du Général-Leclerc, 93 500 Pantin.



Avec Est Ensemble, Pantin a mis en place deux dispositifs de protection des locataires : le permis de louer et l'encadrement des loyers.

Des loyers mieux encadrés

Depuis le 1^{er} décembre 2021, une mesure d'encadrement des loyers s'applique dans les neuf villes d'Est Ensemble, dont Pantin, afin de protéger les locataires du parc privé contre la hausse continue des prix de location. Ainsi, un arrêté préfectoral fixe tous les ans le loyer de référence des logements privés du territoire sur la base de plusieurs critères (état du marché locatif, adresse, année de construction, nombre de pièces...).

Pour savoir si son loyer respecte cet encadrement, direction le site <https://loyers.est-ensemble.fr>. Ce calculateur permet de vérifier le loyer de référence et le montant maximum pouvant être appliqué, et ce, pour chaque adresse pantinoise et chaque type de bien.

En cas d'abus, il est conseillé de contacter son bailleur, par lettre recommandée, afin d'obtenir un arrangement à l'amiable : celui-ci dispose d'un délai de deux mois pour accepter ou rejeter la demande. À défaut de réponse, le locataire a la possibilité de saisir, dans un délai de 3 mois à partir de la date de signature du bail, une commission départementale de conciliation. Charge ensuite au bailleur d'apporter la preuve que la majoration qu'il applique est justifiée.

Le BRS se fait une place

La ville soutient activement les nouveaux programmes immobiliers en bail réel solidaire (BRS), lesquels facilitent l'accès à la propriété des foyers modestes au moyen d'un prix de vente inférieur à celui du marché.



À l'heure où nous bouclons, il reste seulement 14 appartements en BRS à réserver au sein de la résidence Les Lumières qui, en 2024, prendra place entre l'avenue Jean-Lolive et le canal de l'Ourcq.

C'est au 2, rue Lakanal qu'a vu le jour, mi-2021, la première opération de bail réel solidaire (BRS) de Seine-Saint-Denis. Cette dernière a permis la construction de huit appartements dans une gendarmerie désaffectée datant de 1903 et l'édification, sur un terrain adjacent, de trois maisons individuelles. Pour la ville, qui a soutenu cette initiative portée par le département, c'est un succès : le prix au mètre carré des logements ainsi créés était en effet inférieur de 40 % à celui du marché et ces biens ont été acquis par des ménages dont les revenus étaient trop élevés pour prétendre à un logement social mais trop faibles pour accéder à la propriété à Pantin. Mais comment de tels prix de sortie sont-ils possibles ? « Le BRS est un bail de longue durée permettant à des organismes fonciers solidaires (OFS) de distinguer le foncier du bâti, explique Caroline Hachem, responsable

du pôle Maîtrise d'ouvrage de la Semip (Société d'économie mixte de Pantin). Schématiquement, l'OFS reste propriétaire du terrain mais cède le bâti à des familles qui habitent le logement à titre de résidence principale. » En contrepartie de l'occupation du terrain, les acquéreurs versent à l'OFS une petite redevance mensuelle. Ils doivent également s'en-

gager à revendre leur bien à un tarif plafonné et à des acquéreurs dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil.

Quatre nouveaux programmes

Actuellement, trois programmes immobiliers de ce type, portés par la Semip, sont dans les cartons à Pantin. Le premier est dénommé Les Lumières. Il s'agit d'une résidence de 75 logements du T1 au T4, dont 44 en BRS, construite, d'ici à 2024, aux 223-229 de l'avenue Jean-Lolive. Pour l'heure, « 30 des 44 logements en BRS ont été réservés au prix moyen de 3 990 euros le m² et un certain nombre de candidatures sont encore en instruction », précise Caroline Hachem.

D'autres appartements en BRS seront prochainement mis en vente par l'organisme, notamment aux 48-50, rue Cartier-Bresson et au 31, rue Charles-Auray. Pour être tenu informé des dates de commercialisation, il convient d'adresser un courrier ou un mail à la Semip, en précisant sa situation et ses intentions.

● **Pour signifier son intérêt pour un logement en BRS : envoyer un mail à semip@semip.net ou un courrier à Semip, 28, rue Hoche, 93500 Pantin.**

Immobilière 3F rode la location-accession

« Sans ce programme, je n'aurais jamais pu acheter un appartement près de l'église », sourit Sabrina Aloui, ravie d'avoir signé en 2019 pour la location-accession de son appartement de 65 m², situé au 31, rue Méhul. Ce dernier lui a été proposé dans le cadre d'un programme de location-accession (PLAS) de 14 logements créé par le bailleur social Immobilière 3F. La cible ? Les foyers à revenus modestes. Le principe ? Dans un premier temps (pendant un an, au minimum), l'acquéreur verse à l'organisme HLM une redevance mensuelle, comprenant une part locative et une part acquisitive lui permettant de se constituer un apport personnel. Puis, il a la possibilité de lever une option d'achat pour devenir pleinement propriétaire de son appartement. Dès lors, il rembourse un prêt comme n'importe quel autre acquéreur. D'autres programmes en location-accession pourraient voir le jour prochainement, selon Nathalie Berlu, conseillère municipale déléguée à la Qualité et à la Diversité de l'habitat : « Ce type de montage est en effet intéressant pour les primo-accédants qui n'ont pas d'apport personnel. »

Se loger autrement

La tension sur le logement en région parisienne, mais aussi le manque d'espace, incite à inventer de nouveaux modes d'habitat. Témoignages.



Audrey Lairé

Depuis deux ans, je vis dans un endroit qui a une histoire particulière. Cette poutre apparente indique qu'il ne s'agit pas d'un appartement classique. Le F3 de 63 m² que j'occupe était à l'origine un bureau, tout comme les 70 autres logements sociaux de cet immeuble géré par Immobilière 3F. Selon moi, le réaménagement des espaces est réussi : les pièces sont très lumineuses car les anciennes baies vitrées ont été conservées. Je dispose même d'une loggia, ce qui est rare pour un logement social. Les isolations thermique et sonore ont également été bien pensées. Le pari des architectes est donc pleinement relevé ! Franchement, je me sens privilégiée surtout quand je compare le montant du loyer qui est bien inférieur aux tarifs pratiqués dans le parc privé du secteur de la rue Delizy.



Nissim Haguenauer

Je viens d'emménager dans un immeuble dont j'ai dessiné les plans. Je suis architecte mais, surtout, je porte un projet d'habitat participatif au 45, rue Jacques-Cottin. Le bâtiment, qui compte six appartements, se distingue par la qualité de ses espaces collectifs. Avec les autres propriétaires, nous avons aménagé un jardin d'hiver sur le toit terrasse, mais aussi un grand hall d'entrée et un jardin. Je pense qu'un promoteur classique aurait construit davantage de logements et rogné sur les espaces communs. Nous, nous avons privilégié la qualité de vie et le partage. Les occupants de l'immeuble ont tous la culture de la colocation, le goût de la famille agrandie. Je considère que l'architecture est un support du lien social. Disposer de lieux où nous pouvons dîner entre voisins, boire un verre ou pratiquer le coworking est un sacré atout !



Amélie Decouche

Je suis la directrice de l'association Le Pari solidaire qui a pour objectif de former des binômes dans le cadre d'une cohabitation intergénérationnelle. Le principe ? Un senior met une chambre à la disposition d'un moins de 30 ans en échange de temps de présence. Cette solution est plébiscitée par les jeunes qui n'ont pas les moyens de payer un loyer en région parisienne. Du côté des personnes âgées, c'est une manière de rompre l'isolement ou, pour les moins autonomes, d'être rassurées par la présence d'un colocataire. Les familles qui repoussent l'entrée en Ehpad font ainsi appel à nous pour sélectionner un jeune motivé et pour effectuer le suivi de la cohabitation. Aujourd'hui, nous cherchons à développer ce service, qui peut aussi représenter un complément de revenus, à Pantin. ● **Pour proposer une chambre : ☎ 01 42 27 06 20 ou contact@leparisolidaire.fr.**



© iStock

Jeunesse JUSQU'À 500 EUROS POUR LES 12-25 ANS

La ville soutient les 12-25 ans en leur versant notamment trois types de bourses : la Bourse mobilité jeune (pour financer un projet lié aux déplacements), la Bourse études jeune (pour payer une partie de la scolarité) et la Bourse projet jeune pour l'obtention de laquelle il est possible de déposer sa candidature jusqu'au 17 mai. À la clé : une aide pouvant s'élever à 500 euros.

S'ils peuvent être individuels ou collectifs, les projets proposés doivent, dans tous les cas, répondre à l'intérêt général dans des domaines aussi variés que la solidarité, la citoyenneté, la santé, le développement durable ou encore l'égalité femmes-hommes. Mais cette bourse a également pour vocation de favoriser les départs en vacances en autonomie. Les 18-25 ans souhaitant visiter un pays étranger en intégrant une dimension culturelle ou sportive peuvent donc bénéficier de ce coup de pouce financier. Pour candidater, il suffit de retirer un dossier au Lab' et d'expliquer son idée en quelques lignes, éventuellement avec l'aide d'un animateur. La bourse sera versée durant l'été après validation d'un comité composé de la conseillère municipale en charge de la Jeunesse et de deux agents du pôle Jeunesse.

● **Le Lab' : 7-9, avenue Édouard-Vaillant**

Le lundi de 9.30 à 12.30 et de 14.00 à 18.00 ; les mardi, jeudi et vendredi de 14.00 à 18.00 et le mercredi de 14.00 à 20.00. ☎ 01 49 15 48 09.

Sport CARDIO À LA CARTE

En janvier, un nouvel espace cardio de 100 m² a ouvert à la piscine Alice-Milliat. Situé au 3^e étage de l'établissement, vous y trouverez des tapis de course, des rameurs ainsi que des vélos elliptiques et d'appartement. Contrairement aux clubs de fitness, ici, pas de système d'abonnement annuel ou mensuel mais une carte horaire de 10 heures au tarif plein de 40 euros. Un service qui convient aussi bien aux usagers de la piscine cherchant une offre complémentaire à la nage qu'aux adultes qui accompagnent les enfants à un cours de natation ou au conservatoire voisin. Ouverte du lundi au dimanche, la salle est équipée de vestiaires comprenant des casiers et des douches.

● **Espace cardio : du lundi au mercredi de 11.00 à 20.00 ; jeudi et vendredi de 11.00 à 19.15 ; samedi de 13.00 à 17.00 ; dimanche de 9.00 à 12.30.** Horaires différents pendant les vacances scolaires.
49, avenue du Général-Leclerc.

Espace public DE NOUVEAUX SERVICES AU CIMETIÈRE DES POMMIERS



Géré par la ville, le cimetière des Pommiers, qui compte 8 000 concessions, est dorénavant doté d'arrosoirs et

Service public SAMEDI MATIN OU JEUDI SOIR ?

Vous avez jusqu'au 14 avril pour donner votre avis sur les futures extensions d'horaires du centre administratif. Deux propositions d'ouverture supplémentaire sont soumises à consultation : le samedi matin ou le jeudi soir jusqu'à 19.30. Pour s'exprimer, il suffit de retirer, de remplir et de déposer le questionnaire à l'accueil du centre administratif, dans les maisons de quartier et à l'hôtel de ville. Il est également possible de donner son avis sur participatif.pantin.fr.

Les services municipaux, qui ont déjà reçu les premiers retours, précisent qu'il faut bien indiquer le type de démarches administratives que l'on souhaiterait accomplir durant cette extension des plages d'accueil.



© iStock

Anciennes carrières PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES : DONNEZ VOTRE AVIS



© iStock

L'enquête publique sur le Plan de prévention des risques (PPR) lié à la présence d'anciennes carrières de gypse dans le sud-est de la ville a lieu jusqu'au jeudi 27 avril. Pour l'occasion, la nouvelle cartographie des zones d'aléas de mouvements de terrain sera présentée aux personnes concernées. Ayant déjà pu assister à des réunions sur le sujet, ces dernières sauront dans quel zonage réglementaire (rouge ou bleu) se trouve leur habitation et pourront donner leur avis. Le jeudi 6, vendredi 14 et jeudi 27 avril, le commissaire enquêteur recevra, au centre administratif, les habitants souhaitant consulter les documents officiels émanant des services de l'État. L'occasion de poser des questions et de réagir à la nouvelle carte du zonage réglementaire dont dépendent certaines règles d'urbanisme. Le reste du temps, un registre est mis à disposition en ligne ou sur place.

● **Pour prendre connaissance des pièces de l'enquête publique et donner son avis : www.registre-numerique.fr/ppr-naturels-pantin-leslilas-lepresaintgervais ou 3^e étage (pôle Urbanisme) du centre administratif (84-88, avenue du Général-Leclerc), du lundi au vendredi de 8.30 à 12.30 et de 13.30 à 17.30, sauf le jeudi matin.**

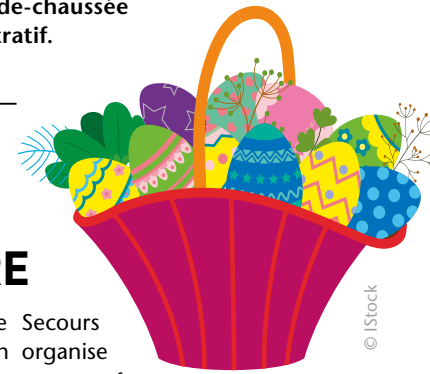
● **Permanences du commissaire enquêteur : jeudi 6 (de 14.30 à 17.30), vendredi 14 (de 9.30 à 12.30) et jeudi 27 avril (de 14.30 à 17.30) ; box 1 situé au rez-de-chaussée du centre administratif.**

Solidarité CHASSE SOLIDAIRE

Samedi 15 avril, le Secours populaire de Pantin organise sa traditionnelle chasse aux œufs à la Maison de l'enfance. Moyennant une entrée à 5 euros, les enfants pourront débusquer les précieuses confiseries dans une ambiance festive. Les fonds récoltés à la faveur de cette véritable chasse aux trésors seront utilisés cette année pour financer des actions de solidarité internationale, en Turquie et en Syrie notamment. L'an dernier, l'opération avait permis d'accueillir 300 enfants.

● **Chasse aux œufs : samedi 15 avril, de 10.00 à 12.00 pour les 3-6 ans et de 14.30 à 17.30 pour les 7-12 ans.** Maison de l'enfance : 63, rue Charles-Auray. Inscription au ☎ 06 29 95 73 57 ou par mail : pantin@spf93.org.

● **Pour devenir bénévole : Secours populaire, 19, rue Denis-Papin, le samedi de 9.30 à 12.30 et de 14.30 à 16.30 ou composer le ☎ 06 29 95 73 57.**



© iStock

ville de **Pantin**

EDUCATION SEXUELLE

Prévention Santé

Accompagnement en santé sexuelle

> Entretien autour de la sexualité, contraception, IVG, bilan IST, difficultés relationnelles dans le couple, violences conjugales.

Peut être anonyme et gratuit. Ouvert à tous, y compris les mineurs et personnes n'ayant pas de droits ouverts à la sécurité sociale.

CMS Cornet : 10/12, rue E. et ML Cornet - 01 49 15 45 05
 CMS Ténine : 2, av. Aimé Césaire - 01 49 15 37 40
 CMS Sainte Marguerite : 28, rue Sainte Marguerite - 01 49 15 45 09

pantin.fr

Direction de la Communication - mars 2023

ville de **Pantin**

Dim. 4 juin 2023
Brocante des enfants

Nom de l'enfant
 Prénom
 Date de naissance Âge ans
 Nom du responsable légal
 Prénom
 Adresse à Pantin
 Tél. Tél. portable :
 Courriel @

Je m'inscris à la brocante des enfants qui aura lieu quai de l'Aisne (le long du canal de l'Ouercq entre l'école Saint-Exupéry et la rue de la Distillerie) de 14h à 18h, le dimanche 4 juin 2023. Je m'engage à respecter le règlement intérieur et l'emplacement qui me sera attribué. Rappel : les enfants sont sous l'entière responsabilité de leurs parents pendant le déroulement de la brocante.

Signature de l'enfant : Signature parentale :

INSCRIPTIONS 3 > 28 AVRIL Bulletin à renvoyer à : Ville de Pantin | Pôle Accueil de loisirs 84/88, av. du Général Leclerc 93500 Pantin

pantin.fr Information 01 49 15 41 64

Direction de la Communication - mars 2023

L'inclusion au cœur des discussions

Rendez-vous les samedi 15 et jeudi 20 avril

Après avoir lancé le débat sur l'alimentation des écoliers en 2022, **la ville ouvre, en lien avec la Cité éducative des Quatre-Chemins, la deuxième séquence des États généraux de l'éducation.** Les 15 et 20 avril, les échanges tourneront autour des problématiques d'inclusion des élèves et d'accès aux droits des familles. Objectif : faciliter la réussite scolaire. **Guillaume Gesret**



À l'école maternelle Diderot, Anne-Charlotte Hartmann, présidente du Studio Abi, questionne les problématiques d'inclusion sociale via des ateliers sur... le vêtement.

En organisant les États généraux de l'éducation, la ville a pour objectif de faire émerger des propositions nouvelles destinées à enrichir sa politique sur le sujet. « Ces idées doivent provenir des habitants, des parents d'élèves, des enseignants, des responsables de l'Éducation nationale et des partenaires associatifs, énumère Hervé Zantman, adjoint au maire délégué à l'Éducation. Nous sommes à l'écoute de toutes les propositions. » Les 15 et 20 avril, la communauté éducative réfléchira autour des problématiques liées à l'inclusion, un thème suggéré par les habitants lors du lancement des États généraux de l'éducation en novembre 2021. Mais gare à la confusion ! Le mot inclusion s'entend ici au sens large. Il fait ainsi aussi bien

référence à l'inclusion des enfants en situation de handicap, qu'à l'accompagnement des élèves en décrochage scolaire ou issus de familles confrontées à des difficultés sociales.

Une éducation « textile »

Car à Pantin, ils sont concernés au premier chef par la question. Aux Quatre-Chemins, la Cité éducative multiplie ainsi les actions destinées à gommer les inégalités. De la sorte, l'atelier imaginé par Anne-Charlotte Hartmann, présidente du Studio Abi, s'attaque au sujet via... le vêtement. « C'est le point de départ d'une série de questionnements : peut-on être ami avec une personne qui n'a pas les mêmes goûts ? Quelles normes dictent le choix de nos vêtements ? » L'an dernier, les élèves de l'école Aragon ont correspondu avec

de jeunes Écossais portant l'uniforme dans leur établissement. L'intervenante a alors interrogé les petits Pantinois : l'uniforme permet-il de mieux inclure ou faut-il, au contraire, faire preuve d'imagination dans ses choix vestimentaires afin d'affirmer son identité ? En délivrant « cette éducation textile », Anne-Charlotte Hartmann espère que les enfants respecteront davantage les différences et s'émanciperont d'un certain conformisme.

Un encadrement renforcé

Évidemment, la ville œuvre aussi à l'accueil des enfants en situation de handicap sur les temps périscolaires. Les animateurs sont ainsi formés pour les prendre en charge. La commune a également renforcé les taux d'encadrement réglementaires. Ainsi, un professionnel s'occupe de trois enfants en situation de handicap, contre un animateur pour 10 enfants en maternelle et un pour 14 en élémentaire. Pantin permet en outre à ces enfants de partir en classe découverte en versant une rémunération exceptionnelle aux accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH), de manière à les encourager à passer quelques jours avec l'élève. Un geste qui permettra bientôt à un enfant de l'école maternelle Quatremaire de prendre part à une classe verte à Saint-Martin-d'Écublei (Orne).

Pour aller plus loin

➤ **Samedi 15 avril, de 10.00 à 17.00 au Lycée Marcelin-Berthelot (110, avenue Jean-Jaurès).** Avec la Cité éducative, les États généraux de l'éducation tiennent forum. L'occasion d'échanger sur le décrochage scolaire et la parentalité.

➤ **Jeudi 20 avril, de 18.00 à 20.30, préau de l'école Sadi-Carnot (2, rue Sadi-Carnot).** À la faveur d'ateliers, les participants et les intervenants aborderont tous les aspects de la thématique de l'inclusion.

● **Entrée libre. Espace garde d'enfants à partir de 3 ans.**

Une convention pour mieux grandir

Signature d'un accord novateur entre la ville et la CAF

Mercredi 22 février, **une Convention territoriale globale (CTG) a été signée entre Pantin et la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Seine-Saint-Denis. À la clé, jusqu'en 2026, un renforcement des dispositifs** autour de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse, une subvention plus conséquente et une meilleure coordination entre les services de la ville. Présentation. **Hana Levy**

C'est au terme d'un diagnostic mené pendant un an que la Convention territoriale globale (CTG) a vu le jour. Ce document fixe les grandes orientations des politiques entreprises par la ville en direction des tout-petits, des enfants et des adolescents. Il vise également à changer en profondeur les pratiques des professionnels œuvrant au sein de différentes directions municipales. « Pantin est bien dotée en matière de services aux familles mais il convient de leur offrir une meilleure visibilité. La convention va ainsi permettre de fluidifier les étapes de la vie, de la petite enfance au départ du foyer familial, en plaçant le handicap au cœur des actions », explique Sandrine Vuidel, directrice de la Petite enfance et des Familles. En 2023, la CTG reste dans le périmètre de l'ancien Contrat enfance-jeunesse qui concernait jusqu'alors la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité et l'animation de la vie de quartier. En 2024, ses champs d'action seront élargis à l'habitat, à l'inclusion numérique, à la parentalité, à l'animation de la vie sociale et à l'accès aux droits.

Offre d'accueil et formation professionnelle

Si l'augmentation de la capacité d'accueil en crèche reste une priorité municipale pour les années à venir, avec l'objectif de satisfaire la moitié des demandes d'ici à 2026 (contre 36 % de réponses positives actuellement, 28 % en 2018 et 12 % en

2021), la CTG permettra de développer l'accueil individuel grâce à la valorisation du métier d'assistante maternelle. Et, d'une manière générale, tous les professionnels de l'enfance seront mieux formés.

La convention mise également sur une articulation plus fluide entre les étapes de la vie. À l'étude, par exemple, la création de passerelles entre la crèche et l'école maternelle ou entre l'école primaire et le collège. Et, afin d'encourager l'autonomisation des jeunes, davantage de logements étudiants ou destinés aux jeunes actifs seront proposés.

Focus sur la parentalité

Outre une politique jeunesse plus structurée, le nouvel accord cherchera à faciliter la vie des parents : concilier vie familiale et professionnelle, soutenir la parentalité, aider les familles monoparentales, lutter contre la fracture numérique... D'où un volet social plus étoffé. À noter que toutes ces mesures feront l'objet d'une évaluation continue. « Cet accord nous engage à construire un projet enfance-jeunesse-famille plus lisible, cohérent et transversal. Sa vocation est de mieux coordonner les actions en les décloisonnant et en créant du lien entre les services, le tout en donnant davantage de moyens aux politiques développées », conclut Nadine Castillou, adjointe au maire déléguée à la Petite enfance, aux Séjours vacances et à la Parentalité.

De gauche à droite : Tanguy Wybo et Pascal Delaplace, respectivement directeur adjoint et directeur général de la CAF de Seine-Saint-Denis, Bertrand Kern, maire de Pantin, et Marinette Soler-Kerrien, présidente du conseil d'administration de la CAF de Seine-Saint-Denis.



PROCHAINEMENT EN AVANT-PREMIÈRE

POUR LES HABITANTS ET SALARIÉS D'AUBERVILLIERS ET DE PANTIN

ÉLIGIBLE À LA TVA 5,5%⁽¹⁾



LES TERRASSES CLAUDEL, UNE ADRESSE D'EXCEPTION DANS L'ÉCO-QUARTIER DU FORT D'AUBERVILLIERS

- Une localisation idéale à cheval sur Pantin et Aubervilliers et à proximité des écoles, commerces et infrastructures sportives et culturelles.
- À seulement 5 min* à pied de la station de métro ligne 7 "Fort d'Aubervilliers" qui accueillera la ligne 15 en 2030**.
- Une architecture élégante à l'inspiration faubourienne.
- Une résidence soucieuse de son environnement, construite avec une empreinte carbone réduite et maîtrisée.
- Appartements lumineux et confortables du studio au 5 pièces duplex.
- Des espaces extérieurs pour tous, dont de superbes terrasses plein-ciel en derniers étages.

**N'ATTENDEZ PLUS POUR DEVENIR PROPRIÉTAIRE !
CONTACTEZ-NOUS DÈS MAINTENANT POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS**

(0)970 82 35 35

APPEL NON SURTAXÉ

lesterrassesclaudel-aubervillierspantin.com



**grandparis
aménagement**

* Source : Google Maps - ** Source : societedugrandparis.fr - (1) Taux de TVA à 5,5% réservé à l'achat d'une résidence principale (en zone ANRU et dans un périmètre de 500 m autour), sous conditions de ressources et de plafonds de prix au mètre carré. Détails auprès de nos conseillers commerciaux. EDELIS - S.A.S. au capital de 25 799 500 €. RCS CRETEIL 338 434 152 - APE 4110A - Siège social : 40 rue d'Arcueil, Bâtiment Miami, 94150 RUNGIS. Agissant tant pour elle-même qu'en sa qualité de gérante de la SCCV CHEMIN D'AUBERVILLIERS. Document et informations non contractuels. Illustration à caractère d'ambiance non contractuelle. Illustration : Virtual Building. Architecte : PETITDIDIERPRIOX ARCHITECTES. Réalisation : AGENCE PPA - 03/2023

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Et la lumière fut !

Électriciens sans frontières, une ONG tout-terrain

Créée en 1986 pour lutter contre les inégalités d'accès à l'électricité dans le monde, l'ONG Électriciens sans frontières s'est installée avenue Jean-Lolive en 2018. **Depuis les premières semaines de la guerre en Ukraine, elle se mobilise quotidiennement en envoyant du matériel et des bénévoles sur le terrain.** Aujourd'hui, c'est en Turquie et en Syrie, frappées en février par un puissant séisme qui a coûté la vie à plus de 50 000 personnes, qu'elle intervient. **Tiphaine Cariou**

Sur le site de Pantin Logistique, les camions se succèdent devant l'entrepôt n°13. À l'intérieur, les 3 000 m² de rayonnage servent à entreposer toutes sortes d'équipements de première urgence – duvets, lits de camp, boîtes de raviolis géantes – gérés par Vif ! Transport et logistique, une filiale de la Croix-Rouge Insertion. À l'entrée, un millier de lampes solaires et une vingtaine de groupes électrogènes, pesant chacun plus de 500 kilos, transitent par l'entrepôt pantinois. Leur destination finale ? Le nord de l'Ukraine où ils équiperont notamment des hôpitaux et des centres de santé. Avec le soutien de 1 200 bénévoles, travaillant principalement dans le secteur de l'énergie, l'association de solidarité internationale Électriciens sans frontières aide, depuis 2003, les populations sinistrées et les autres ONG urgentistes lors de catastrophes humanitaires – guerres, séismes, tsunamis...

Du matériel indispensable

Depuis le début du conflit ukrainien, la structure travaille avec des partenaires humanitaires en France et en Ukraine. En un peu plus d'un an, elle y a fait parvenir 500 groupes électrogènes, 15 000 convecteurs et plus de 10 000 lampes solaires, lesquels ont été acheminés dans des centres de soins, des hôpitaux, des centres sociaux ou encore des orphelinats. « Dès le début de la guerre, les infrastructures électriques ukrainiennes ont été touchées massivement par les Russes. Ces attaques ont laissé des millions de personnes sans électricité. Mi-mars 2022, nous avons commencé par envoyer des équipements dans des camps de transit qui accueilleraient des réfugiés. Nous avons ensuite réalisé le raccordement de groupes électrogènes au sein de 17 hôpitaux. D'ici à 15 jours, nous allons faire partir des bénévoles pour former à la maintenance



L'ONG Électriciens sans frontières stocke des milliers de lampes solaires au sein des entrepôts de Pantin Logistique où la Croix-Rouge Insertion exploite un espace.

les équipes sur place », explique Hervé Gouyet, président d'Électriciens sans frontières depuis 14 ans.

Une ONG sur tous les fronts

Depuis début février et le violent séisme qui a frappé la Turquie et la Syrie, l'organisation travaille également avec le centre de crise du ministère des Affaires étrangères aux côtés d'autres ONG. « Pour venir en aide aux populations sinistrées, poursuit Hervé Gouyet, deux avions ont été affrétés, l'un par la Croix-Rouge, l'autre par le ministère. Nous avons ainsi réussi à faire parvenir en Turquie un premier stock de 1 000 lampes solaires. » D'autres opérations sont d'ores et déjà programmées.

● **Plus d'infos : electriciens-sans-frontieres.org. Pour faire un don (notamment pour soutenir les actions en Syrie et en Turquie) : electriciens-sans-frontieres.org/faire-un-don-2/.**

Zéro chômeur de longue durée !

L'expérimentation débute aux Quatre-Chemins

Les Quatre-Chemins viennent de rejoindre l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) qui vise à **créer de nouveaux services mal pourvus dans le quartier et, par là même, de nouvelles opportunités d'emplois en CDI.** Explications. **Christophe Dutheil**

Lundi 12 décembre, à l'issue d'une longue procédure d'instruction de leurs dossiers, les villes de Pantin et de Bagnolet ont été retenues pour participer à l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD), respectivement pour les quartiers des Quatre-Chemins et de La Noue. « C'est une première en Seine-Saint-Denis », se félicite Salim Didane, adjoint au maire en charge du Développement territorial, de l'Emploi, de la Formation et de l'Économie sociale et solidaire. C'est aussi une très bonne nouvelle pour les Quatre-Chemins. Car le dispositif a pour objectif de mettre en place de nouveaux services peu ou mal pourvus dans le quartier et ainsi, complète l'élu, « de sortir de la privation d'emploi 470 à 500 personnes sur cinq ans, en leur proposant, dans une entreprise à but d'emploi (EBE) ou au sein d'une structure partenaire, une activité qui leur remettra le pied à l'étrier ».

CDI et temps choisis

Baptisée PAM !, pour Pantin activités et métiers, l'EBE, qui embauchera des chômeurs de longue durée en CDI et à temps choisis, a été créée en 2022. Son directeur, Catfish Tomei, travaille avec des structures d'insertion partenaires à l'image des Relais Solidaires, lesquels assurent la co-présidence de PAM ! Il explique : « Nous avons d'abord lancé deux coopératives éphémères, réunissant une quinzaine de demandeurs d'emploi, pour tester un certain nombre d'activités tournant autour de la petite restauration, de la conciergerie, de la couture et de la logistique. » Pour l'instant, l'EBE opère depuis trois sites, implantés avenue Jean-Jaurès. « Des conventions de partenariat doivent être signées prochainement



Les salariés de la coopérative éphémère destinée à tester certaines activités aux Quatre-Chemins ont tous suivi des formations.

avec deux associations, le Pas si loin et l'Œuvre Falret, afin que les nouvelles recrues puissent utiliser leurs équipements dédiés à la restauration collective », précise Juliette Oliva, cheffe de projet TZCLD à Est Ensemble.

Les recrutements débutent

Les 12 premiers collaborateurs de PAM ! seront recrutés ce mois-ci. Dans la foulée, ils bénéficieront de plusieurs formations. Mais ce n'est qu'un début puisque le dispositif doit monter en puissance d'ici à 2028 avec, au total, 180 nouvelles embauches au sein d'une EBE. Pour cela, le soutien des institutions est l'une des clés. « En plus de participer au groupe projet, le pôle RSA de la ville est un important prescrip-

teur proposant des candidats », indique Magalie Fouet, responsable de ce service municipal. Idem pour la Maison de l'emploi et Pôle emploi qui informent les chômeurs de longue durée vivant aux Quatre-Chemins de cette opportunité. « Désormais, il faut toucher les personnes qui ne sont pas ou plus dans les radars des institutions et qui souhaitent travailler », relève Juliette Oliva. À ce titre, l'implication des maisons de quartier et des associations sera utile.

● Pour en savoir plus :

> Maison de l'emploi : ☎ 01 83 74 56 30.

> Est Ensemble :

zerochomeur@est-ensemble.fr.

> PAM ! : direction.ebe.pantin@gmail.com.

Pantin obtient des renforts

Plus de policiers pour un nouveau plan d'action

Confrontée à une hausse préoccupante des ventes à la sauvette de cigarettes contrefaites, **la ville s'est rapprochée, fin février, de la préfecture de police de Paris afin d'accroître les interpellations et de limiter au maximum ce trafic.** **Christophe Dutheil**

« **M**arlboro bled ! Bled, bled, bled ! » Cette petite phrase, anodine pour ceux qui ne font que passer, irrite de plus en plus les riverains et les commerçants de certains quartiers de la ville. « Après avoir prospéré aux Quatre-Chemins, la vente de cigarettes de contrebande a commencé à se développer à Hoche en juillet 2020, raconte Cédric Setrouk qui, depuis 15 ans, gère la Pharmacie du métro. Depuis l'automne, elle a pris une ampleur incroyable avec des trafiquants de plus en plus jeunes et nombreux. Tous vivent dans une grande précarité. »

Le développement de cette activité illégale s'est donc fait au détriment de la tranquillité publique et de la prospérité des commerces voisins. Subissant d'importantes baisses de leur chiffre d'affaires, ces derniers ont décidé, jeudi 23 février, de baisser leurs rideaux en signe de protestation et de lancer une pétition pour que cessent ces pratiques. « Nous n'en pouvons plus des cris et des bagarres », résume Morgane Payock-Monthé, propriétaire de la librairie La Malle aux histoires. S'ajoutent à cela des vols ainsi que des violences physiques ou verbales, parfois commises sous l'effet de l'alcool ou de puissants psychotropes.

La ville en première ligne

Appuyant la démarche des commerçants, Bertrand Kern, maire de Pantin, s'est, dans la foulée, rapproché de Laurent Nuñez, le nouveau préfet de police de Paris, connu pour être davantage à l'écoute des élus locaux que son prédécesseur. « Nous avons été reçus pendant plus d'une heure dès l'après-midi du 3 mars à la préfecture de police », indique l'édile, accueilli avec des habitants et des commerçants par le préfet de police de Paris, le préfet de Seine-Saint-Denis, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne et le chef d'état-major de la direction régionale de la police judiciaire de Paris. Parmi les actions décidées suite à ce rendez-vous, « le préfet s'est engagé à renforcer la présence de policiers nationaux à Hoche et aux Quatre-Chemins tant que les trafiquants n'auront pas quitté les lieux », explique Bertrand Kern.

« Les policiers municipaux sont, eux aussi, pleinement mobilisés », complète Lucie Chevalley, directrice de la Prévention et de la Tranquillité publique de la ville. Ces derniers confisquent en effet systématiquement les produits contrefaits

et appréhendent les vendeurs à la sauvette. « Depuis 2021, 9 572 paquets de cigarettes ont ainsi été saisis et 495 vendeurs arrêtés. Tous ont été remis à la police nationale pour être sanctionnés », détaille la directrice.

Des sanctions plus dissuasives

Reste à maintenir la pression sur la durée. D'un point de vue judiciaire, « le préfet de police nous a proposé de travailler, avec le procureur de la République, à une réponse pénale dissuasive pour les vendeurs interpellés, poursuit Bertrand Kern. Celle-ci a déjà montré des résultats sur des territoires voisins, notamment grâce aux mesures d'interdiction de paraître qui sont souvent prononcées. »

Sur les 38 individus arrêtés au cours de la première semaine de mars, huit ont reçu une condamnation judiciaire et 30 font désormais l'objet d'une « interdiction de paraître » à Hoche ou aux Quatre-Chemins. Au risque d'être interpellés s'ils ne respectent pas cette obligation.

● Pour signer la pétition Stop au trafic de cigarettes de contrebande au métro Hoche : <https://chnq.it/qnzcphh9h>.

Si, sur le territoire national, les services des douanes ont pour mission de saisir les paquets de cigarettes de contrebande, les agents de la police municipale en ont confisqué 9 572 depuis 2021.



Une soirée et trois trophées sous le signe de l'égalité

Marici, Nénuphar et Léna Györi récompensées

Vendredi 10 mars, à l'occasion du premier Dîner de l'égalité pantinois, Bertrand Kern, le maire, a réaffirmé sa volonté de promouvoir ce principe essentiel sur le territoire. De son côté, Hawa Touré, conseillère municipale déléguée à l'Égalité femmes-hommes et à la Lutte contre les discriminations, a remis trois trophées, lesquels récompensent celles qui s'engagent dans la lutte contre les inégalités de genre. Reportage et rencontre avec les lauréates.

Guillaume Gesret

Vendredi 10 mars, salle Jacques-Brel, 120 convives participaient, à l'invitation de la ville, à la première édition du Dîner de l'égalité. « L'objectif de cette soirée, qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine de l'égalité, est de réunir toutes celles et ceux qui sont déterminés à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire », a expliqué Bertrand Kern, le maire, avant d'énumérer les actions portées par la ville en la matière.

Bientôt, une maison des femmes

Pantin est, par exemple, signataire de la convention Un toit pour elle qui permet de réserver des logements dans le parc social à des femmes victimes de violences. Au commissariat de police, ces dernières sont d'ailleurs accueillies par une intervenante sociale embauchée par la commune. Pantin est aussi la ville qui, depuis l'été dernier, héberge trois danseuses afghanes en danger dans leur pays. « Pour aller plus loin dans l'accès aux droits et à la santé, l'équipe municipale projette d'ouvrir une maison des femmes », a ensuite annoncé Bertrand Kern.

Et maintenant, place aux trophées !

Plus tard dans la soirée, Hawa Touré, conseillère municipale déléguée à l'Égalité femmes-hommes et à la Lutte contre les discriminations, a annoncé le nom des trois lauréates du Trophée de l'égalité : Léna Györi, prévôt des Compagnons du devoir, et les associations Nénuphar et Marici. « Je reçois ce trophée comme une reconnaissance et un signe d'encouragement », confie Khaïra Mili, la présidente de Marici qui lutte contre les violences faites aux femmes. De son côté, Léna Györi se dit « très surprise et très heureuse » de recevoir cette distinction. Tout aussi émue, Fatma Sel, directrice de l'association Nénuphar, se réjouit : « Les bonnes nouvelles s'enchaînent cette semaine : hier, l'Afnor (Association française de normalisation, ndlr) certifiait notre démarche et, ce soir, la ville nous honore ! »



Léna Györi, prévôt de la Maison des Compagnons du devoir de Pantin.

Léna Györi Compagnonne du devoir

À la rentrée dernière, Léna Györi, 27 ans, est devenue prévôt de la Maison des Compagnons du devoir de Pantin. « Mon rôle est comparable à celui de directrice d'un établissement supérieur, explique-t-elle. Je m'occupe des recrutements, de l'hébergement des étudiants, de leur placement en entreprise et de leur suivi. Une des spécificités du site de Pantin, qui forme des maroquins, cordonniers et autres selliers-garnisseurs, est d'accueillir une majorité de femmes. C'est à noter puisqu'à l'échelle nationale, les Compagnons du devoir ne comptent que 10 % d'apprenties. »

Léna Györi a pris ses fonctions après un cursus en pâtisserie au sein de ce centre de formation d'excellence. Cette Parisienne, pour qui la cuisine est le « goût du partage à l'état pur », a réalisé son tour de France en passant par Angers, Rennes et Annecy où elle a travaillé au Palace de Menthon. Si elle a choisi de quitter ses fourneaux, c'est pour consacrer toute son énergie à faire vivre la Maison de Pantin. « Je suis très attachée à la famille des Compagnons du devoir. C'est une école de l'humilité. J'aime transmettre ce que j'ai reçu aux jeunes qui arrivent dans nos formations. Je précise que je prépare toujours des gâteaux mais, maintenant, je les fais pour moi ! », conclut-elle.

● Plus d'infos : www.compagnons-du-devoir.com/la-maison-de-pantin.



Fatma Sel, directrice, Ramouna Laslah et Bentilly Sissoko, médiatrices.

Association Nénuphar Médiation, j'écris ton nom

On ne présente plus les salariées et bénévoles de Nénuphar tant elles sont partout dans la ville. Il y a une dizaine d'années, une poignée de Pantinoises se met en tête de valoriser la place des femmes dans la société et crée Nénuphar. Très vite, elles croisent la route de Marie-Clémentine Bendo, la directrice de l'Association des femmes médiatrices. Lorsque celle-ci décède, le noyau dur de l'association décide de prendre le relais et de se positionner, sous l'égide de Nénuphar, en médiatrices entre les Pantinois et les institutions. Cinq ans plus tard, les familles ont pris l'habitude de se tourner vers Ramouna Laslah, Fatma Sel et les autres en cas de petits tracas de la vie quotidienne. Mais la médiation fonctionne dans les deux sens. Lorsque La Petite Filature des Sheds a souhaité ouvrir un groupe de parole en direction de parents d'enfants en bas âge, c'est Nénuphar qui a été contactée. « Nous aimons créer des liens entre les habitants, résume Ramouna Laslah, médiatrice. Ce mois-ci, nous ouvrons notre potager aux Courtilières grâce aux fonds que nous avons reçus dans le cadre de la dernière édition du Budget participatif. Ce projet est encore un prétexte pour faire de la médiation. »

● ☎ 06 58 75 37 47 ou <http://assonenuphar.fr/>.



Iman Kerroua, comédienne et bénévole.

Association Marici SOS femmes en détresse

Marici est le nom d'une déesse japonaise qui a toujours inspiré les bénévoles de l'association portant dorénavant son nom. Voilà deux ans et demi que la structure accompagne les Pantinoises victimes de violences conjugales et familiales. Sa présidente, Khaïra Mili, confie : « J'ai moi-même subi des violences et je me souviens m'être sentie alors complètement démunie. Je ne savais pas vers qui me tourner car je ne connaissais pas les dispositifs existants. »

Depuis, la jeune femme a identifié les interlocuteurs à Pantin et à Paris. Aujourd'hui, elle accompagne et oriente toutes celles qui se présentent à la permanence de son association, mise en place à la maison de quartier des Courtilières. Une dizaine de bénévoles l'aident aussi à proposer des cercles de parole et des ateliers de bien-être. Marici entend maintenant se développer en ouvrant une nouvelle permanence dans le quartier de l'Église et en proposant des interventions dans les établissements scolaires. « Dans les collèges, nous mettons les élèves en situation dans le cadre de saynètes de théâtre forum, souligne Iman Kerroua, comédienne et bénévole. La sensibilisation peut également passer par des ateliers d'écriture... »

● ☎ 06 10 54 12 47 ou associationmarici@gmail.com.

Un jour, tu seras cheffe ma fille !

Meet My Mama pose sa toque aux Quatre-Chemins

Depuis 2018, **Meet My Mama a accompagné plus de 300 passionnées de cuisine, réfugiées, expatriées ou issues de l'immigration, afin qu'elles deviennent cheffes et créent leur propre activité.** En 2025-2026, l'entreprise sociale posera ses valises aux Quatre-Chemins pour une nouvelle aventure gourmande et entrepreneuriale. Présentation. **Tiphaine Cariou**



1 Les salariées de Meet My Mama sont formées à la pratique professionnelle de la cuisine via le service traiteur de la structure (photo 2), mais aussi à la création d'entreprise via la Mama Academy et Empower My Mama (photo 1).

A quelques jours de la Journée internationale des droits des femmes, c'est l'effervescence au siège parisien de Meet My Mama, plus communément appelé la Maison des mamas. Dans la salle principale, l'équipe permanente peaufine l'organisation des futurs événements proposés par le service traiteur de l'entreprise pour qui c'est l'une des semaines les plus chargées de l'année. Dans une pièce adjacente, une poignée de femmes suit, comme tous les vendredis, l'une des formations dispensées par la Mama Academy. Au programme du jour, le *personal branding*, cette manière de se mettre en valeur. Meet My Mama accompagne une trentaine de femmes par an, dont Blandine. D'origine congolaise, elle a intégré l'entreprise il y a plus de 2 ans. À ce titre, elle a concocté moult buffets sous l'égide du service traiteur, se formant par la même occasion. Il y a quelques mois, elle est enfin parvenue à monter sa propre société, Mes Afriques : « J'aime cuisiner depuis toujours. J'ai commencé à 9 ans avec ma maman et mes tantes, confie-t-elle. Quand j'ai eu 50 ans, j'ai décidé

de faire de ma passion ma profession. Ici, j'ai appris toutes les bases de la pratique professionnelle. Dorénavant, mon activité de traiteur me permet de promouvoir les spécialités congolaises et de transmettre mes recettes traditionnelles. »

L'entrepreneuriat au féminin

Meet My Mama est une entreprise sociale qui a pour but de valoriser professionnellement le talent culinaire de femmes originaires des quatre coins du monde. Qu'elles soient réfugiées, issues de l'immigration ou expatriées, elles ont comme point commun leur amour pour la cuisine. « Notre objectif est de leur donner les moyens de devenir économiquement indépendantes en donnant naissance à leur propre société », explique Loubna Ksibi, cofondatrice de la structure qui développe plusieurs axes : Empower My Mama, une association imaginée pour lever tous les freins, sociaux notamment, à la création d'entreprise ; La Mama Academy, un centre de formation aux métiers de la restauration, et un service traiteur qui propose des voyages culinaires – L'Escapade berbère, Le Bazar des épices, La Traversée de

l'Afrique de l'Ouest... – aux organisateurs d'événements. « Avec mes deux associés, Donia et Youssef, on a toujours connu des femmes incroyables dont la cuisine était le moyen d'expression. Quand on a eu cette idée, on assistait à l'arrivée massive des réfugiés syriens en France. On s'est dit que ces femmes avaient sûrement un bagage culturel et culinaire hyper intéressant et que cela pouvait leur permettre de s'insérer durablement dans la société », poursuit Loubna Ksibi, prête à investir la nouvelle Maison des mamas aux Quatre-Chemins.

Une Goutte de lait très gourmande

Car c'est dorénavant acté : lauréates de la troisième édition de l'appel à projets Inventons la Métropole du Grand-Paris, les Mamas investiront, en 2025-2026, le site de la Goutte de lait dont les bâtiments art déco ont longtemps abrité, rue Berthier, une crèche départementale. Au rez-de-chaussée, l'édifice accueillera un restaurant d'application, une cuisine collective, des espaces de bureaux, un centre de formation et de réinsertion professionnelle ainsi qu'un studio d'enregistrement de podcasts – une spécificité pantinoise ! « Notre vœux sont de créer des actions en synergie avec les associations, les entrepreneurs et les artisans du quartier, à l'instar de la Brûlerie Saint-Jacques avec qui nous travaillons depuis plusieurs années. Nous proposerons aussi des ateliers aux Pantinois », conclut Donia Souad Amamra, également cofondatrice de Meet My Mama.

● Plus d'infos : www.meetmymama.com



À La Butinerie, les vigneronnes dans la place



Judi 20 avril, rendez-vous avec Françoise Belet à La Butinerie.

Judi 20 avril, La Butinerie, la maison des alternatives alimentaires installée rue de l'Ancien-Canal, propose une découverte de vins produits par des vigneronnes issues de différentes régions hexagonales. Rencontre avec Françoise Belet, œnologue experte des questions relatives à l'égalité des genres dans le milieu viticole, qui animera cette dégustation 100 % féminine. **Tiphaine Cariou**

Canal : Quelle est la place des femmes dans le milieu viticole aujourd'hui ?

Françoise Belet : De plus en plus de femmes deviennent vigneronnes, œnologues et cavistes, des métiers réservés aux hommes jusqu'à présent. Malgré cela, elles continuent à rencontrer des difficultés pour se faire accepter, être reconnues en tant que professionnelles ou accéder à des financements. Les clichés ont la vie dure ! Il n'y a encore pas si longtemps, on pensait que les femmes qui avaient leurs règles faisaient tourner le vin.

Alors comment font-elles pour se rendre plus visibles ?

F.B. : Depuis une dizaine d'années, des réseaux féminins, comme Les Aliénor du vin de Bordeaux ou encore Les Étoiles en Beaujolais, se créent pour favoriser l'entraide et faire entendre leurs voix dans le milieu. Fondée en 2017 par la journaliste Sandrine Goeyvaerts, l'association Women do Wine a réussi à regrouper plus de 400 femmes liées par la passion du vin. Par ailleurs, de plus en plus de livres, à l'image d'*In Vino Femina*, mettent en lumière des parcours de vigneronnes.

Les vigneronnes ont-elles des convictions différentes ?

F.B. : Celles issues de la nouvelle génération sont souvent très proches de la nature et attentives à la protection de l'environnement. Elles aiment produire des vins bio, naturels ou en biodynamie. À La Butinerie, nous dégusterons d'ailleurs principalement des crus produits selon ces principes.

Mais est-ce que cela existe des vins « de femmes » ?

F.B. : Absolument pas ! Il s'agit là d'un discours porté par les hommes. Nous n'aimons pas toutes les breuvages légers ou fruités ! Il faut sortir de ce stéréotype car les femmes s'intéressent à toutes sortes de vins y compris à ceux qui ont du corps. Connaître le produit, pouvoir en parler, permet de sortir des clichés sexistes. La découverte du vin est un plaisir autant féminin que masculin.

● **Judi 20 avril à 19.00. La Butinerie : 32, rue de l'Ancien-Canal. Tarif : 12 euros. Réservation : ☎ 06 66 33 56 32 ou www.butinerie.com.**

Retour sur la Semaine de l'égalité

Grande cause de l'année 2023 à Pantin, **l'égalité entre les femmes et les hommes a fait l'objet, du 4 au 11 mars, d'une semaine d'événements, de spectacles, de rencontres, d'ateliers, d'expositions et de sorties** tous azimuts. Le 4, s'ouvrait, à la Cité fertile, le premier Salon des agricultrices de l'histoire (2). Le lundi suivant, la maison de quartier des Courtillières accueillait des ateliers de self-défense (1) et une exposition, tandis qu'au salon d'honneur de l'hôtel de ville, on débattait sur l'endométriose. Le 8 mars, la Journée internationale des droits des femmes a débuté par un atelier de sensibilisation sur les violences sexistes et s'est clôturée au théâtre du Fil de l'eau par la représentation de *La Bande à (LAURA)*, un spectacle dansé de Gaëlle Bourges qui questionne la représentation des modèles féminins noirs dans l'histoire de l'art (5). Deux jours plus tard, direction la Maison des associations d'abord, où l'autrice pantinoise Faïza Guène dirigeait un atelier d'écriture sur la place des femmes à Pantin (4), puis salle Jacques-Brel où se tenait le Dîner de l'égalité (6). La semaine s'est achevée par l'organisation d'un tournoi de futsal mixte au gymnase Maurice-Baquet (7) et par une soirée festive à la maison de quartier des Courtillières (3).



1



2



3



4



5



6



7

Entrée dans la danse

L'effervescence était à son comble, samedi 11 et dimanche 12 mars, au Centre national de la danse où étaient organisées Les Danses partagées. Hip hop, classique, Bollywood, K-pop, charleston, waacking, voguing... **Le temps d'un week-end, des professionnels et des dizaines d'ateliers de pratique amateur, animés par des professionnels, se sont succédé** pour le plus grand bonheur des 1 383 enfants et adultes participants qui ont également pu profiter d'un bal. Rendez-vous à l'automne pour une nouvelle édition.



Dimanche 19 mars, était célébré, au sein du square du 19-mars-1962, **le 61^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie**. L'occasion pour Bertrand Kern, le maire, de rendre hommage aux victimes civiles et militaires de ce conflit.



› Tennis de table, judo, danse, football, rugby... vendredi 17 mars, salle Jacques-Brel, l'**Office des sports pantinois (OSP)** remettait ses trophées, lesquels saluent les performances des athlètes qui, sur tous les terrains, tatamis et autres parquets, ont porté haut les couleurs de la ville en 2022.

L'église Saint-Germain inaugurée le 15 avril

Bientôt 360 ans au compteur et en core de beaux jours devant elle

L'église Saint-Germain-L'Auxerrois est enfin débarrassée de son triste manteau gris. **Après trois ans de travaux, elle accroche de nouveau la lumière et se dresse fièrement au cœur de la ville.** Retour sur un chantier hors norme qui a permis la réhabilitation complète du plus ancien édifice de Pantin. **Frédéric Fuzier**

Classée monument historique, l'église Saint-Germain-L'Auxerrois est le plus ancien édifice de Pantin. Construite en 1664 sous la direction de Michel Villedo, architecte des bâtiments du roi à qui l'on doit le château de Vaux-le-Vicomte, sa dernière rénovation d'ampleur remontait au début du XX^e siècle. Cent ans plus tard, c'est sous l'égide de la ville et de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) qu'elle a pu retrouver son lustre originel. Mené par Jean-Paul Mauduit, architecte du patrimoine, seul corps de métier habilité à intervenir sur des bâtiments classés, ce chantier, qui s'est étalé sur trois ans, a été réalisé dans les règles de l'art. « Il a été surveillé en permanence et soumis à l'approbation de la Commission régionale des monuments historiques, l'une des directions de la Drac », précise l'architecte.

Intérieur et extérieur

Les travaux ont débuté par la reprise des fondations et par l'injection de résine dans les murs afin de renforcer la structure. Puis est venu le temps du décapage

du toit en vue de la réfection de la charpente. Il a également fallu gratter les parois extérieures afin d'en ôter les couches de ciment gris posées dans les années 70. « De l'Antiquité jusqu'à la Première Guerre mondiale, toutes les constructions de la région parisienne, hors architectures nobles, étaient réalisées en plâtre issu du gypse que l'on trouvait dans les sous-sols franciliens, éclaire Jean-Paul Mauduit. Or, le plâtre est soluble dans l'eau. Alors, pour étanchéifier les murs, on les recouvrait d'un badigeon, un mélange de chaux, d'eau et de terre de couleur ocre clair. » C'est précisément cette teinte que l'édifice a retrouvée. Il a également renoué avec l'orangé originel de sa toiture dont l'ardoise a été remplacée par des tuiles découpées sur mesure à la main. Seul le clocher, datant du XIV^e siècle, a conservé sa couverture gris anthracite, fruit d'une restauration effectuée au XVII^e siècle à la faveur de la construction de l'église. La réhabilitation s'est poursuivie à l'intérieur par la démolition de l'ancienne dalle en béton afin d'installer un sol équipé d'un nouveau système de chauffage. De leur côté, les murs ont été badigeonnés de frais et la litre funé-



Trois ans de travaux ont été nécessaires pour mener à bien la rénovation de l'église Saint-Germain.

raire, bandeau illustré des armoiries des seigneurs de Pantin, a été remise à neuf. Après l'inauguration du 15 avril, une douzaine de tableaux, dont certains classés au titre des monuments historiques, seront restaurés puis reposés sur les parois. La ville a également lancé un appel à candidatures auprès d'artistes et de maîtres verriers pour la fabrication de cinq vitraux, destinés à orner les façades nord et est de l'édifice.

Jardins à l'italienne

Du côté de l'aménagement des abords du monument historique, une rampe, construite à l'arrière de l'église, permettra aux personnes à mobilité réduite d'y accéder. Quant aux bâtiments paroissiaux anciennement accolés à la façade est, côté marché, ils ont été désolidarisés et habillés d'un bardage en zinc brun. Désormais, ils accueillent, en leur

centre, un olivier bicentenaire provenant de la Drôme provençale et, au rez-de-chaussée, une salle polyvalente. Exploitée par la paroisse, elle pourrait aussi être mise à disposition d'une association et devenir une buvette les jours de marché. À l'opposé, face à la rue Jean-Lolive, les annexes ont été détruites, laissant la

Tous à l'inauguration !

Samedi 15 avril, tous les Pantinois sont conviés à l'inauguration de leur église réhabilitée, dont les portes seront ouvertes de 11.00 à 17.00 pour des visites libres ou commentées par l'Association pour la restauration de l'église Saint-Germain (11.00, 14.00, 15.30). À partir de 17.00, les représentants de la Drac, de la région et Bertrand Kern, le maire, s'exprimeront. Les clés de l'édifice seront ensuite symboliquement remises à l'évêque de Saint-Denis, monseigneur Delannoy, qui invitera les participants à pénétrer dans le bâtiment où l'ensemble Les Pantins baroques interprétera un extrait du *Te Deum* de Charpentier. Puis, en présence des représentants des autres confessions, une messe sera célébrée par l'évêque et l'autel consacré. La journée s'achèvera à 19.30 par un pot convivial organisé à la buvette, une visite commentée par Jean-Paul Mauduit, l'architecte du patrimoine qui a dirigé le chantier, et par la découverte d'une exposition.

● Samedi 15 avril, à partir de 11.00. 1, place de l'Église. Entrée libre.

place à un espace vert. Habillé de cyprès et d'une vigne, ce dernier se prolonge à l'arrière du bâtiment. Enfin, le fronton arbore une nouvelle croix en pierre et deux pots à feu confectionnés selon les techniques du XVII^e siècle. Ne reste plus qu'à remettre en état les pavés de l'entrée principale, de l'avenue Jean-Lolive et du trottoir donnant sur la rue Charles-Auray.

L'église de tous

« Ces travaux ont été longs et complexes, résume Jean-Paul Mauduit. Mais ils ont été réalisés par des entreprises habituées à ce type de chantier, travaillant aussi bien sur la réhabilitation d'églises de banlieue que sur celles du château de Versailles ou de Notre-Dame de Paris. C'est fondamental pour obtenir ce résultat. »

Un résultat qui comble déjà le curé de la paroisse, le père Jacques Gagey. Il y a six mois, lorsqu'il est arrivé à Pantin, ce dernier a eu la bonne surprise de découvrir l'église alors que sa remise en beauté battait son plein. « Ce bâtiment appartient à l'histoire de Pantin et, quelle que soit notre religion, que l'on soit pratiquant ou non, nous pouvons être fiers de lui ! J'admire le travail effectué et je remercie la commune pour cet investissement conséquent. » Le coût de la plus importante réhabilitation qu'ait connue l'église Saint-Germain s'élève en effet à 7,2 millions d'euros, dont 5 supportés par la ville*, laquelle planche aujourd'hui sur le réaménagement global de la place du marché.

* La Drac a également financé le chantier à hauteur de 1,8 million d'euros et la région à hauteur de 600 000 euros.

ÉTAT CIVIL NOVEMBRE 2022

naissances

Elaïa Blanchard
Arthur Demota
Kyllian Hami
Ines Brochut Pomes
Charlie Lombard-Magro
Malo Nguyen Seguillon
Andréa Rachet Lerond
Cléo Denués
Noé Rouscilles Cordey

Maceo Oliveira
Michaël Mubenga Bandela
Delescluse
Noée Rouscilles Cordey
Younes Kouhli
Armel Thouément Rousset
Kayden Couty
Suzanne Chihaoui
Odilon Haeringer Barraud

Othman Talainine
Imane Chabri
Ange Mouelle Dikoume
Romane Masson Saussette
Marius Masson Saussette
Armel Le Breton
Louane Lespiaud
Gina Manijean

mariages

Philip Sanders & Caroline Pouchain
Hamza Ait Bella & Stéphanie Laggoun
Lio Ramburn & Lovena Ramhit
Yann Legrand & Tiphanie Ing
Akou Eremien & N'Gotchi Kakou Amani

Seuls les « événements » pour lesquels les familles ont donné leur accord sont publiés dans cette rubrique.

On a fouillé sous l'église

Au printemps 2021, avant le réaménagement de l'intérieur de l'église, des fouilles archéologiques ont été menées par des archéologues de l'Institut national des recherches archéologiques préventives (Inrap). En creusant sous une dalle de 250 m², ces recherches ont permis d'exhumer de nombreux ossements en bon état de conservation, dont plusieurs crânes, vestiges d'un ancien cimetière datant probablement du Moyen-Âge.

Le stationnement payant généralisé Pour un meilleur partage de l'espace public

Depuis le 20 mars, le **stationnement payant est généralisé dans toutes les rues de la ville. L'objectif : assurer une meilleure rotation des véhicules** et faire en sorte que l'espace public soit mieux partagé. **Frédéric Fuzier**

Il est désormais obligatoire de régler son stationnement pour se garer dans toutes les rues de la ville, à l'exception de quelques voies privées ou dans lesquelles il est impossible de stationner. Naturellement, les emplacements sont matérialisés par l'inscription du mot « payant » sur la chaussée et disposent tous d'un horodateur à proximité. Pour s'acquitter de son « droit de parking », deux possibilités : directement sur l'horodateur ou de façon dématérialisée en téléchargeant gratuitement sur son téléphone mobile (iOS ou Android) l'application Pay by phone.

Tarifs inchangés

La tarification reste inchangée dans les zones vertes (correspondant aux secteurs résidentiels) et rouges (correspondant aux secteurs où le passage est important). Les habitants des nouvelles rues payantes, toutes situées en zone verte, sont invités à contacter dès maintenant, par téléphone ou en se rendant sur place (sans rendez-vous), la police municipale afin de bénéficier d'un abonnement résidentiel. Totalement exonérés, les professionnels de santé et les personnes à mobilité réduite devront, pour leur part, s'enregistrer de la même manière avant de pouvoir être dispensés de paiement.

Favoriser les mobilités douces

L'objectif de cette mesure est d'assurer un meilleur partage de l'espace public en favorisant les rotations des véhicules en surface, tout en donnant davantage de place aux autres façons de se déplacer, à l'image du vélo ou de la marche à pied. La ville souhaite également inciter les automobilistes à moins se garer en surface et à opter pour les parkings souterrains, lesquels disposent de 144 places rue Lucien-Gérais (à proximité de l'église Saint-Germain) et, prochainement, de 120 places rue du Congo, à quelques encablures de la place Olympe-de-Gouges.

● **Police municipale : 201, avenue Jean-Lolive.**
Du lundi au vendredi de 9.00 à 12.30 et de 13.30 à 17.00.
☎ 01 49 15 38 67 ou 01 49 15 71 14.



En cas de non-paiement de sa place de parking, le montant du forfait post-stationnement s'élève à 35 euros.

Des tarifs adaptés à chaque situation

Zone verte :

tous les jours de 9.00 à 19.00, sauf les samedi, dimanche, jours fériés et au mois d'août.

- > 1 h : 1,20 €
- > 2 h : 3 €
- > 3 h : 4,80 €

Zone rouge :

tous les jours de 9.00 à 19.00, sauf les dimanche, jours fériés et au mois d'août.

- > 1 h : 1,60 €
- > 2 h : 4 €
- > 3 h : 8 €

Abonnement résidentiel : destiné aux locataires et propriétaires d'un logement à Pantin.

- > Mensuel : 24 €
- > Trimestriel : 63 €
- > Annuel : 230 €

Abonnement professionnel : destiné aux entrepreneurs et commerçants de Pantin.

- > Mensuel : 40 €
- > Trimestriel : 105 €
- > Annuel : 380 €

Square Formagne new look



Les grilles du square ont été posées en mars.

Au Petit-Pantin, la réouverture du square Formagne est imminente. Cet espace vert de proximité d'une superficie de 600 m² vient en effet de bénéficier d'une réhabilitation complète, dans la lignée d'autres parcs et jardins de la ville. Ici, c'est le thème de l'eau qui a été retenu pour cette remise à neuf. Une thématique illustrée par l'installation de nouvelles grilles sérigraphiées de vagues, dont les portes profitent d'une ouverture et d'une fermeture automatisées. À l'intérieur, trois nouveaux espaces dédiés à tous les publics ont été aménagés : une aire de jeu équipée d'un sous-marin et d'un toboggan ; une surface multisports comprenant notamment un terrain de foot brésilien et, enfin, une place centrale végétalisée. Placée sous le signe de la détente, elle est agrémentée de chaises pour se pauser ou discuter. Chaque espace dispose en outre de deux brumisateurs. De nouvelles plantations d'arbustes et d'espèces vivaces, moins exigeantes en entretien, rappellent également le thème marin avec leurs tonalités bleues et grises. Et, comme rien ne se perd jamais à Pantin, les anciens végétaux du square ont été replacés ailleurs en ville, tout comme son ancien module de jeu. Remis en état, il coule dorénavant des jours heureux dans la cour de l'école Joliot-Curie.

● **Square Formagne : 16, rue Formagne**
Du 1^{er} mai au 31 octobre : de 8.00 à 21.00.
Du 1^{er} novembre au 30 avril : de 9.00 à 18.30.

À l'ombre des jardins en fleurs

Le jardin de l'hôtel de ville bénéficie, depuis fin mars, d'une rénovation complète afin de le mettre en cohérence avec l'aménagement paysager des parcs et squares de la ville. Générant beaucoup de dépenses d'entretien et de moins en moins en adéquation avec le mode de gestion raisonnée prévalant à Pantin, les espaces engazonnés disparaîtront au profit de plusieurs niveaux de massifs arbustiers. Arborant des tons orangés, verts et blancs, ces derniers créeront une ambiance dépaysante et chaleureuse. En guise de trait d'union, une placette centrale accessible par un cheminement en copeaux de bois. Un nouveau cadre bucolique, idéal pour les photos des jeunes mariés, bientôt accessible à tous les habitants. Prochainement, il sera en effet possible de passer de la place Salvador-Allende à l'avenue du Général-Leclerc, et inversement, en traversant le parc dont les grilles arrière resteront ouvertes aux heures d'ouverture de l'édifice.

ville de Pantin

Que faire à Pantin ?

Scannez, aBonnez-vous, Profitez!

Direction de la communication - février 2023 - Inauguration de la piscine
Alice Milliat, juillet 2022 Photographie © Emilie Hautier

Projet quatre étoiles

Avec Tribe, le luxe s'invite en centre-ville

Au 70, avenue du Général-Leclerc, juste à côté de la concession Citroën, **la construction d'un hôtel quatre étoiles, comprenant 131 chambres et un restaurant d'au moins 100 couverts, a débuté** il y a quelques mois. Présentation. **Frédéric Fuzier**

Avenue du Général-Leclerc, un ancien parking composé de quatre niveaux vient d'entamer sa mue. Mi-2024, il deviendra un hôtel quatre étoiles comprenant 131 chambres et un restaurant ouvert à tous d'au moins 100 couverts. « Dans la plupart de nos projets,

nous tenons à conserver au maximum l'histoire du lieu où l'on s'implante », explique Maximilien de Buyer, directeur de programmes pour le compte de Galia, le promoteur immobilier qui porte le projet. « Nous nous servons notamment des dalles gaufrées, qui font la spécificité de cet ancien parking, comme d'un élément architectural et décoratif afin que notre hôtel soit unique en son genre », reprend-il.

Une conception inspirée du passé

Aux manettes de la conception de l'ensemble, Vincent Parreira. L'architecte de l'agence AAVP s'est appuyé sur le passé du site pour concevoir son projet. « Avec sa façade en béton munie de menuiseries fines en acier, le bâtiment d'origine avait une structure intéressante. Nous avons repris cette idée en la redéfinissant afin que ce nouvel édifice poursuive la lecture urbaine, très riche, de ce quartier en constante évolution », dévoile-t-il.

Concrètement, l'hôtel s'élèvera sur six étages dans sa partie donnant sur l'avenue. À l'arrière, son aile ouest s'érigera sur deux étages, tandis que son aile est en comportera trois. L'ancien hall d'exposition du garage Citroën donnant sur la rue a, de son côté, été démoli sur les quinze premiers mètres de cette parcelle de 1 450 m². L'arrière du bâtiment a toutefois été conservé mais évidé dans sa partie centrale afin d'y implanter un jardin de 200 m².

En béton blanc, dotée de fenêtres en aluminium noir et de doubles volets métalliques à l'aspect cuivré, la façade, moderne et épurée, fera la part belle aux matériaux bruts. « Ce bâtiment s'inscrit pleinement dans le contexte historique et patrimonial de Pantin. Il reprend en effet les codes des immeubles industriels qui ont fait la richesse de la ville », résume l'architecte.

Une identité propre

Mais un hôtel haut de gamme a-t-il sa place à Pantin ? « Bien sûr, répond sans hésiter Maximilien de Buyer. Au vu du dynamisme de ce quartier, situé à proximité du canal de l'Ourcq, et de l'évolution de la commune, nous avons décidé de donner ici naissance à un établissement quatre étoiles. Idéalement placé en centre-ville, à proximité des transports en commun et de Paris, nous sommes confiants sur le fait qu'il trouve rapidement sa clientèle de tourisme et d'affaires. »

Constructeur, propriétaire et exploitant de l'hôtel, Galia s'appuiera sur l'expérience du groupe Accor pour sa gestion. L'établissement sera ainsi commercialisé sous la bannière de Tribe, une marque d'hôtels de luxe assez récente qui se démarque par des propositions au design contemporain et par le fait que chaque établissement développe son identité propre.



Mi-2024, le futur hôtel Tribe comprendra 131 chambres et un restaurant d'au moins 100 couverts donnant, d'un côté, sur la rue et, de l'autre, sur un jardin de 200 m².

© Vuedarchi

AU 30—34 AVENUE EDOUARD VAILLANT

Les Pierres sauvages

Nouveau programme de logements neufs à Pantin à destination des Pantinois*

Les prix **

- Studio à partir de 197 000 euros
- 2 pièces à partir de 269 000 euros
- 3 pièces à partir de 368 000 euros
- 4 pièces à partir de 500 000 euros
- 5 pièces à partir de 574 000 euros

FAÇADES
EN PIERRE MASSIVE

ISOLATION
BIOSOURCÉE

MENUISERIE EN BOIS

CHAUFFERIE
BIOMASSE BOIS

JARDIN PARTAGÉ
EN CŒUR D'ÎLOT

LOGEMENTS À PARTIR
DU STUDIO



REI
HABITAT

contact@reihabitat.com
www.reihabitat.com

01 43 60 84 84

www.pierresauvages.com

* À destination des habitants et salariés de Pantin du 13 au 27 avril 2023 sur prise de rendez-vous en flashant le QR CODE ou en vous rendant sur le site internet dédié.

** Prix soumis à la TVA à 5,5% sous réserve des lots encore disponibles, suivant les conditions d'éligibilité à voir directement avec votre conseiller commercial REI Habitat.

Quand le jazz est là, tout va !

Banlieues Bleues : déjà 40 éditions

L'incontournable festival itinérant, dont la base arrière est établie à Pantin depuis 2006, célèbre, jusqu'au 21 avril, sa quarantième édition. De quoi jeter un coup d'œil dans le rétro et explorer le cru 2023, aux esthétiques neuves, métissées et décloisonnées.

Anne-Laure Lemancel

Il est la mémoire vivante de Banlieues Bleues. Aujourd'hui encore, Xavier Lemette, son directeur, salue la patte, bien ancrée sur le territoire, du festival de jazz dionysien. « Dès ses débuts dans les années 1980, la manifestation a reçu le gotha mondial du jazz – Stan Getz, Wayne Shorter, Sonny Rollins, Sun Ra... – et a fait la part belle au free jazz avec Ornette Coleman ou encore John Zorn. Grâce à Louis Sclavis et Aldo Romano, Banlieues Bleues a également ouvert la voie à une esthétique européenne audacieuse. Dès les prémices, il y avait aussi cette volonté d'ouverture vers des horizons pluriels : les musiques africaines avec, par exemple, le tout premier concert français, en plein apartheid, du zoulou blanc Johnny Clegg ; le raï avec Cheb Kader et la salsa avec Celia Cruz. Nous voulions en effet ressembler à notre département d'accueil. »

Musiques métisses

Quatre décennies plus tard, Banlieues Bleues conserve cette identité solide, sans pour autant sombrer dans la nostalgie. Plus que jamais, le festival conjugue les musiques au présent. « Cette édition honore les nouvelles générations, avides de sons hybrides, de formes innovantes et de styles décloisonnés », résume Xavier Lemette.

Ainsi, aux côtés de patrons bien établis, comme le batteur Hamid Drake et le guitariste Marc Ribot, le festival accostera à divers points du globe pour proposer des esthétiques métisses : la néo-cumbia psychédélique du septuor colombien La Sonora Mazurén (Épinay-sur-Seine) ; le rap-samba brésilien du boss de Rio Emicida (Aubervilliers) et le funk mandingue du burkinabé Baba Commandant (Montreuil). Et puis, à Pantin, le 5 avril, ce sera la rencontre, expérimentale et inédite, entre l'une des nouvelles diva malienne, Rokia Koné, et le génial producteur barcelonais Raül Refree, remarqué notamment auprès de Rosalía.



Un festival, six dates

1984 Le concert inaugural de Banlieues Bleues est assuré par le pianiste Michel Petrucciani.

1989 Avec les concerts de deux monstres sacrés, Myriam Makeba et Nina Simone, et la performance de Ray Charles, Banlieues Bleues entre définitivement dans la cour des grands.

1991 Pour honorer la culture de son territoire d'adoption, Banlieues Bleues organise, à Saint-Denis, une soirée hip hop XXL, avec une affiche de prestige : NTM, IAM et KRS-One. Mais ce dernier ne montera jamais sur scène car une échauffourée entre les fans de NTM et d'IAM dégénère en bagarre générale.

2006 En plein festival, La Dynamo est inaugurée rue Gabrielle-Josserand. Banlieues Bleues se dote ainsi d'un outil de travail, de production et de résidence. L'ancrage sur le territoire est pérenne.

2021 Après une édition printanière annulée en raison de la pandémie de Covid, le Banlieues Bleues Summer

Camp propose, durant l'été, des concerts gratuits dans l'espace public. À Pantin, Kenzi et Acid Arab font vibrer le parc Diderot. De quoi toucher de nouveaux publics.

2023 Qui dit anniversaire, dit nouveaux lieux. Ainsi, cette édition propose un concert au Centre national de la danse (CND).

Résidences hors des sentiers battus

En résidence à La Dynamo, figure incontournable du jazz français, le batteur Arnaud Dolmen, d'origine guadeloupéenne, incarne, lui aussi, parfaitement cette nouvelle génération ouverte aux quatre vents. Avec son complice, le pianiste Leonardo Montana, originaire de La Paz, il forme, le 6 avril, à La Dynamo, LéNoDuo, un duo acoustique aux idées larges qui se fraie un chemin entre diverses sources d'inspiration.

Autre résidente de La Dynamo, l'artiste-performatrice Violaine Lochu, issue de la création expérimentale et de la poésie sonore. À Pantin, elle a récolté de façon quasi ethnologique la colère des habitants. Puis, avec son trio Ortie, elle en a cousu des chansons pour, *in fine*, tisser une performance collaborative. Un projet qui renouvelle les formes musicales, tout comme celui de la batteuse italienne, londonienne d'adoption, Valentina Magaletti. Le 13 avril, au CND – une première dans l'histoire de Banlieues Bleues –, elle livrera son solo exploratoire et jubilatoire entre percussions, musiques électroniques et vidéo.

Et, en guise de clôture, un Dynamo club balancera, vendredi 21 avril, un cocktail de sons électro *underground* du monde entier : rap nigérian, perreo puertoricain, singeli tanzanien futuriste... De quoi fêter comme il se doit le passage de ces 40^e rugissants !

● **Banlieues Bleues :** jusqu'au 21 avril dans diverses salles du département et notamment à La Dynamo (9, rue Gabrielle-Josserand).

● **Toute la programmation et billetterie :** banlieuesbleues.org.

Dans les griffes de Mademoiselle

Créé par Sofiane Saidi, Rodolphe Burger et Mehdi Haddab, Mademoiselle unit le blues, le raï, la poésie et l'énergie du rock. À découvrir mardi 4 avril, salle Jacques-Brel, dans le cadre de la Saison culturelle et de Banlieues Bleues.



© Jack Torrance

Cette collusion explosive entre trois personnalités hautes en couleurs de la musique voit le jour en 2020 sous l'égide de Banlieues Bleues. Les graines germent à la faveur d'une discussion habitée entre le chanteur de raï 2.0, Sofiane Saidi, grand habitué du festival, alors en résidence à La Dynamo, et le oudiste Mehdi Haddab. La conversation porte sur la similarité entre blues et raï, expression électrique du peuple algérien, créée pour soulager ses douleurs, lutter contre l'oppression et s'inventer des jours meilleurs. Avec cette envie tenace de plancher autour de ce point de jonction, les deux compères convoquent un troisième larron, croisé à de multiples reprises : le guitariste rock Rodolphe Burger, fondateur de Kat Onoma, et collaborateur, entre autres, de Bashung et d'Higelin.

Créativité en fusion

Dans la foulée, Xavier Lemette leur propose une date à La Dynamo. Après « deux demies répètes, une nuit blanche et trois bribes d'idées », comme le révèle Sofiane, les voici propulsés

sur scène en roue libre. Et l'alchimie fonctionne ! Le public, chaud-bouillant, acclame leur créativité en fusion, leur transe intense et l'émergence de ce territoire commun, hors géographie connue, qui mêle français, arabe, anglais, raï, basses funk, riffs de guitares rugissantes, chants lancinants et, bien sûr, une bonne dose de provocations, marque de fabrique de ces trois têtes brûlées. Finalement, ce qui devait n'être qu'une récréation devient une affaire sérieuse. Le nouveau groupe, au nom délicieusement irrévérencieux pour trois costauds gaillards, Mademoiselle, peaufine sa griffe et sa dinguerie au gré de concerts. Le 3 mars, Mademoiselle sortait son premier album ; le 4 avril, le groupe donnera un nouveau show salle Jacques-Brel. Forcément plein de fougues et de flamme...

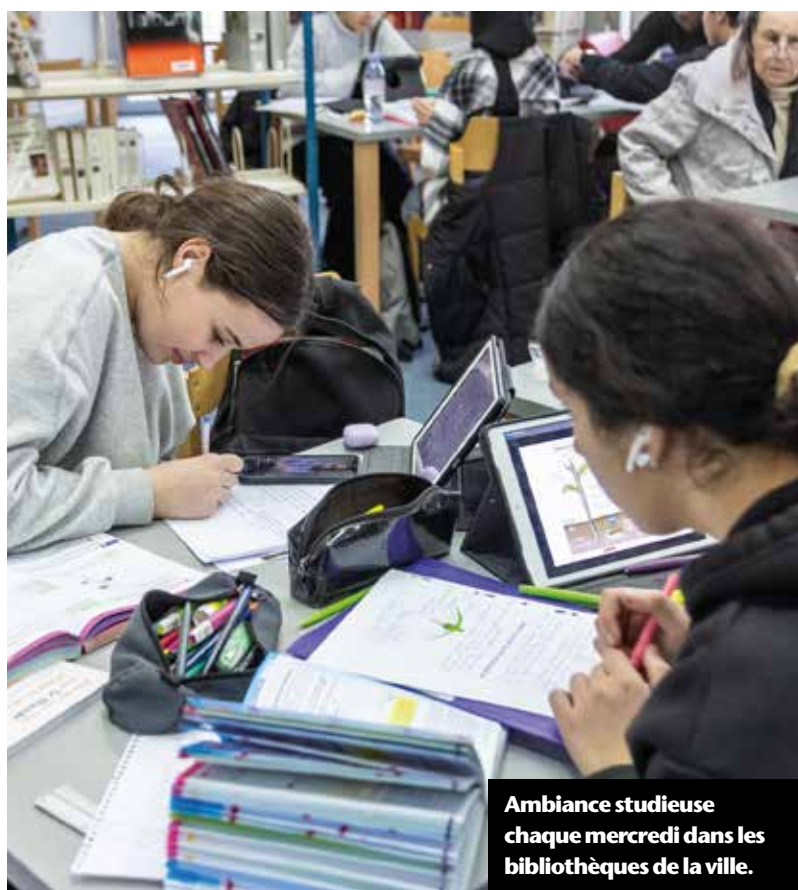
● Mademoiselle

Mardi 4 avril à 20.30, salle Jacques-Brel, 42, avenue Édouard-Vaillant. Réservation : sortir.pantin.fr ou ☎ 01 49 15 41 70.

Tout pour réussir

Salles de révisions, formations en ligne, ateliers...

À l'approche du brevet, du baccalauréat et des concours, les bibliothèques de la ville deviennent les meilleures amies des révisions des jeunes Pantinois. **Ateliers, salles de travail, formations en ligne, suivi... tout y est mis en œuvre pour faciliter la préparation aux examens**, mais aussi accompagner la formation professionnelle. *Hana Levy*



Ambiance studieuse chaque mercredi dans les bibliothèques de la ville.

Penché sur un exposé, un groupe de collégiens chuchote. À la table d'à côté, deux lycéennes sont absorbées par la lecture de leurs notes. En face, un jeune en recherche d'emploi visionne une vidéo professionnelle sur l'un des ordinateurs mis à sa disposition. Séparée du reste de la bibliothèque Elsa-Triolet, la salle de lecture dispose de tables où travailler, d'ordinateurs et de centaines d'ouvrages. Une fois par an, l'Opération révisions donne à cet espace de *coworking* un air de ruche silencieuse. Le reste de l'année, élèves et adultes viennent y travailler ou se former. « *J'aime bien réviser en bibliothèque car c'est le seul endroit où je n'ai pas de distractions* », explique Sarah, en terminale au lycée Marcelin-Berthelot et en pleines révisions des spécialités du baccalauréat. « *L'aide des bibliothécaires m'a aussi été très précieuse au moment de Parcoursup. Grâce à leurs conseils, j'ai pu choisir ma filière sans paniquer* », précise la jeune fille.

Connaissance des besoins

« *Nous travaillons étroitement avec les établissements scolaires pantinois ce qui nous permet d'avoir une connaissance fine des besoins des jeunes et de leur apporter un soutien personnalisé* », explique Malika Person, bibliothécaire responsable de l'accompagnement scolaire et de la formation, avant de conclure : « *Depuis que les élèves ont été outillés pour étudier en ligne pendant la pandémie de Covid, les salles de travail des bibliothèques sont un peu délaissées. Or, en offrant un lieu aux jeunes qui n'ont pas de bonnes conditions d'étude à la maison, elles restent un outil de lutte contre les inégalités scolaires.* »

5 bonnes raisons de travailler en bibliothèque

1 1 400 ressources numériques et imprimées ciblées selon les besoins des filières du territoire, de la maternelle aux études supérieures ; cinq sites internet en accès libre et illimité pour s'auto-former au moyen de cours et de vidéos ; des formations professionnelles et même des séances d'hypnose pour se détendre.

2 Une Opération révisions mise en place depuis 2015 pendant tout le mois de juin, avec des horaires d'ouverture élargis, des places supplémentaires pour étudier, un accompagnement et même un goûter ou des séances de relaxation. En 2024, nouveau calendrier du baccalauréat oblige, l'opération commencera dès le mois de février pour se poursuivre en avril et en juin.

3 Des partenariats avec les établissements scolaires de la ville, en particulier le lycée Marcelin-Berthelot, avec lequel les bibliothèques proposent des initiatives autour de Parcoursup, la plateforme d'orientation post-bac mise en ligne par l'Éducation nationale.

4 Des espaces dédiés à l'étude, calmes et silencieux, une bibliothécaire spécialisée dans l'aide aux étudiants et une conseillère numérique. Prochainement, deux salles de travail flambant neuves et trois labos d'auto-formation à la médiathèque des Courtillières.

5 Tous ces services de proximité sont gratuits.

➤ **Elsa-Triolet** : 102, avenue Jean-Lolive,
➤ **Romain-Rolland** : 1, avenue Aimé-Césaire
➤ **Jules-Verne** : 73, avenue Édouard-Vaillant.
Horaires : pantin.bibliotheques-estensemble.fr.

Elsa graff et graffera

S'engager sur la voie de la transmission

Dans le cadre de La Voie des idées, deuxième volet de Transmission(s), la thématique du cycle culturel annuel des bibliothèques, **Elsa-Triolet organise ce mois-ci un focus sur le street-art. Au menu ? Balade urbaine, conférence, ateliers et happening.** *Anne-Laure Lemancel*

Transmissions(s) : c'est autour de cette belle notion que tourne la programmation culturelle annuelle des bibliothèques de la ville. Après un premier volet intitulé Ce qui nous lie, la deuxième partie, La Voie des idées, explore, depuis le 31 janvier, le partage de positionnements et d'engagements sociétaux.

En avril, cette trame généreuse s'articulera essentiellement autour du street-art. Le 15 (14.00), le street-artiste Comer, as du spray, figure historique du mouvement arrêtée en 2001 pour la pratique illicite de son activité et auteur d'un ouvrage sur l'envers du décor de cet univers *underground*, animera une rencontre baptisée « *Vandales ou artistes : quand l'art bouscule les frontières* ». L'occasion de retracer l'évolution spectaculaire d'un art clandestin dont certaines œuvres, présentes dans les musées, s'arrachent aujourd'hui à prix d'or. Le lendemain (10.00), les Pantinois sont conviés à une balade urbaine à l'Îlot 27, dorénavant élevé au rang de musée à ciel ouvert, menée par le conférencier, artiste polymorphe et collagiste, Sigismond Cassidanius.

Un art social et engagé

La transmission se fera également via un duo de choc, Pia et Nawak, membres de l'association Murals et du collectif de street-artistes au féminin Who's that girl. « *J'ai compris que je pouvais conjuguer ma passion pour l'art mural avec une démarche utile socialement* », éclaire Nawak. Éprise de liberté et d'adrénaline, elle graffe dès l'âge de 15 ans, avant de

s'envoler pour l'Amérique latine à 20 ans. À Buenos Aires, elle croise la route de l'association Cruz del Sur qui utilise des fresques murales réalisées collectivement comme vecteurs de lien social et outils pour sortir les jeunes de la délinquance et des addictions. C'est la révélation. De retour en France, elle s'inspire de cette expérience pour fonder Murals. L'association, qui a œuvré aux Quatre-Chemins et à l'Îlot 27, encadre la création de fresques participatives souvent sur des thèmes de société : les droits des femmes, ceux des réfugiés...

De son côté, Pia, spécialiste de la technique antique de la fresque – chaux-sable-eau-pigments naturels – a, elle aussi, beaucoup boursinué. Au Mexique, au Salvador, au

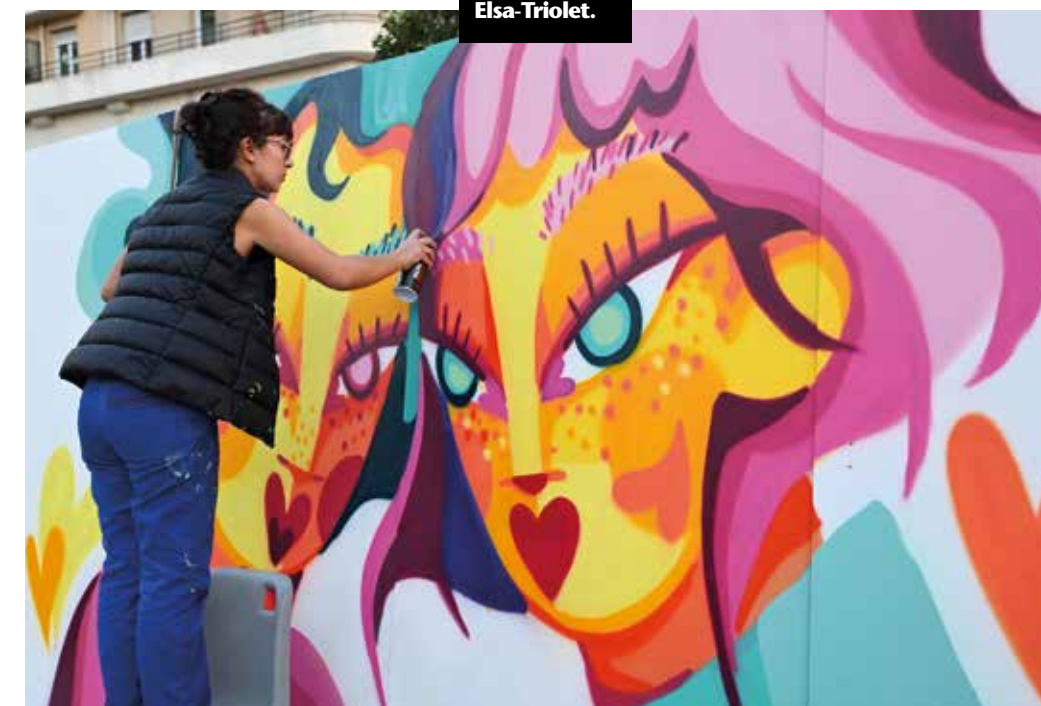
Nicaragua... et au Pérou. « *Là-bas, raconte-t-elle, j'ai commencé à baigner dans le muralisme. Les fresques politiques y sont peintes directement sur les façades. Une vision forte et engagée !* » C'est donc naturellement qu'elle rejoint Nawak et sa bande dès son retour en France en 2021.

Place à la pratique !

Le 12 (14.00), les trentenaires dirigeront, à Elsa-Triolet, une initiation au pochoir accessible dès l'âge de 6 ans. Le 15 (14.00), c'est avec Who's that girl qu'elles réaliseront, sur les vitres de la bibliothèque, une fresque XXL graphique et chamarrée, imaginée comme un hommage aux femmes, à la nature luxuriante et aux imaginaires qui peuplent nos lectures. Une belle histoire de transmissions, en somme.

● **Bibliothèque Elsa-Triolet** : 102, avenue Jean-Lolive.
Programme complet : pantin.bibliotheques-estensemble.fr.
Programmation entièrement gratuite.

En avril, la street-artiste Pia animera, avec Nawak, sa compère de l'association Murals, des initiations au graffiti. Rendez-vous à la bibliothèque Elsa-Triolet.



Un festival pas si court

Résidences, rencontres, ateliers... Côté court vous attend

J-2 mois pour le lancement de la 32^e édition du festival de court métrage pantinois qui, cette année, se déroulera du 7 au 17 juin. Incontournable rendez-vous cinéophile, **Côté court c'est aussi une équipe qui travaille toute l'année pour donner naissance à une foule de projets** auxquels il est possible de s'associer dès maintenant. *Hana Levy*



Les lauréats de l'édition 2022 lors de la cérémonie de clôture de Côté court.

› Se former grâce à l'Atelier

L'Atelier propose, pendant un an, à quatre cinéastes autodidactes du département, une résidence pour les aider à développer leur projet de court métrage. Du sur-mesure parrainé par deux réalisateurs dotés d'une formation image, mise en scène ou production. Point d'orgue ? Une présentation devant des professionnels lors du festival. L'année dernière, deux participants ont ainsi trouvé un producteur. Parmi eux, Mathilde Lazuech : « L'Atelier m'a permis de prendre du recul sur mon scénario et d'apprendre à présenter mon projet. Sans cette aide, je pense que je n'aurais pas trouvé de producteur. »

● Inscription avant le 2 mai : www.cotecourt.org et www.cinemas93.org.

› Des tête-à-tête pour se rencontrer

Chaque année, l'équipe de Côté court sélectionne 15 projets de cinéastes de Seine-Saint-Denis qu'elle propose à des producteurs. Des rencontres en tête-à-tête sont ensuite organisées pendant le festival. Le défi ? Convaincre en 15 minutes. L'an dernier, quatre cinéastes ont ainsi trouvé un producteur. Cerise sur le gâteau, l'un des participants remporte une semaine de résidence d'écriture au Moulin d'Andé, Centre national des écritures cinématographiques (CECI).

● Inscription : www.cotecourt.org.

› Apprendre à critiquer

En amont du festival, Côté court et la bibliothèque Elsa-Triolet proposent un atelier d'écriture de critiques de films, animé par la critique de cinéma Chloé Cavillier. À partir d'une sélection de courts métrages du festival, la jeune femme invitera 12 participants à « questionner une œuvre, analyser l'image et à construire son point de vue ».

● Les 20, 21 et 22 avril (présence aux 3 séances indispensable). Bibliothèque Elsa-Triolet, 102, avenue Jean-Lolive. Inscription : ☎ 01 83 74 58 40 ou bibliotheques.pantin@est-ensemble.fr.

› Intégrez un jury !

Le jury du public et le jury jeune recrutent. Décerné par un groupe de sept Pantinois de plus de 23 ans, le Prix du public est l'un des plus prestigieux du palmarès. Quant aux jeunes jurés, originaires du département et âgés de 18 à 23 ans, ils devront attribuer le Prix de la jeunesse épaulés par un critique de cinéma professionnel. Amélie, membre du jury du public l'année dernière, n'est pas près d'oublier cette expérience : « Cela m'a appris à argumenter pour défendre mes goûts. Ce fut une aventure humaine riche et intense. »

● Inscription avant le 20 avril en écrivant à : delphine@cotecourt.org.

Le maire et les adjoint(e)s



Bertrand Kern
Maire.
Conseiller métropolitain et territorial.
☎ 01 49 15 45 86



Mathieu Monot
1^{er} adjoint
Développement urbain durable, Écoquartiers, Innovation par la commande publique, Démocratie locale et Bien-être animal. Conseiller territorial. Conseiller départemental de Seine-Saint-Denis. ☎ 01 49 15 45 86



Mirjam Rudin
Nature en ville, Déplacements, Espaces publics et Espaces verts.
☎ 01 49 15 39 38



Hervé Zantman
Vie scolaire.
☎ 01 49 15 39 59



Nadine Castillou
Petite-enfance, Séjours vacances et Parentalité.
☎ 01 49 15 39 59



Salim Didane
Développement territorial, Emploi, Formation et Économie sociale et solidaire.
☎ 01 49 15 39 38



Leïla Slimane
Vie des quartiers, Politique de la ville et Vie associative.
☎ 01 49 15 39 59



Vincent Loiseau
Quartier des Courtilières et Stratégie financière.
Conseiller territorial.
☎ 01 49 15 45 86



Emma Gonzalez-Suarez
Logement.
☎ 01 49 15 45 86



Rida Bennedjima
Ville numérique, Relations avec les usagers et Temps dans la ville.
☎ 01 49 15 39 59



Alice Nicolle
Quartiers Mairie-Hoche, Église, Petit-Pantin/ Les Limites.
Conseillère territoriale.
☎ 01 49 15 39 38



François Birbès
Quartier des Quatre-Chemins
Conseiller territorial délégué à la Lutte contre l'habitat indigne.
☎ 01 49 15 45 86



Françoise Kern
Tranquillité publique et Sérénité urbaine
Conseillère territoriale.
☎ 01 49 15 45 86



Nacime Amimar
Bâtiments et Équipements municipaux et Sobriété énergétique.
☎ 01 49 15 39 38



Charline Nicolas
Cultures, Mémoires et Patrimoines.
☎ 01 49 15 39 59



Bruno Carrère
Actions sociales et solidaires.
☎ 01 49 15 39 38



Sonia Ghazouani-Ettih
Agents municipaux, Dialogue social et Qualité du service public.
☎ 01 49 15 39 59

Les conseiller(e)s de la majorité délégués

Les autres conseiller(e)s de la majorité



Zora Zemma
Développement du commerce, Animation festive de la ville et Temps libre.
☎ 01 49 15 39 38



Julie Rosenczweig
Qualité des marchés forains.
Conseillère territoriale déléguée au Développement des écoquartiers.
☎ 01 49 15 39 38



Nathalie Berlu
Qualité et Diversité de l'habitat. Vice-présidente d'Est Ensemble en charge de l'Économie sociale et solidaire.
☎ 01 49 15 45 86



Christine Lehembre



Pierre-Dominique Pausiclé



Nadia Azoug
Vice-présidente d'Est Ensemble en charge de la Démocratie, de la Participation citoyenne et de la Relation usagers. Conseillère départementale de Seine-Saint-Denis.



Philippe Lebeau
Santé et Handicap.
☎ 01 49 15 39 38



Augustin Ignacio-Pinto
Co-construction et Interpellation citoyenne.
☎ 01 49 15 39 38



Hawa Touré
Égalité femmes-hommes et Lutte contre les discriminations.
☎ 01 49 15 39 59



Abel Badji
Sports et Relations avec les clubs sportifs.
☎ 01 49 15 39 59



Leïla Bedja



Frank Tikry



Delphine Cammal



Pierric Amella
Mobilités douces, Qualité de l'air et Budget carbone.
Conseiller territorial.
☎ 01 49 15 39 38



Élodie Salmon
Jeunesse.
☎ 01 49 15 39 59



Marc Langlade
Centres de loisirs.
☎ 01 49 15 39 59



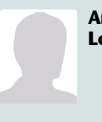
Rui Wang
Stationnement et Centre de supervision urbain.
☎ 01 49 15 45 86



Mélina Pelé



Antoine Bargas



Antoinette Lorange

La France insoumise Pouvoir vivre à Pantin



Nadège Abomangoli
Conseillère territoriale.



Fabrice Torro



Samir Amziane



Catherine Clément

Groupe En avant Pantin !



Fabienne Jolles



Jean-Luc François



Geoffrey Carvalho



Yazid Arifi

Les autres élus



Patrice Bessac
Président d'Est Ensemble Territoire de la Métropole du Grand Paris



Mathieu Monot et Nadia Azoug
Conseillers départementaux du canton Pantin - Le Pré-Saint-Gervais



Bastien Lachaud
Député de la circonscription Aubervilliers - Pantin
bastien.lachaud@assemblee-nationale.fr

Groupe Socialiste, Citoyens et Apparentés

En janvier dernier, Bertrand Kern, notre Maire, a décidé de féminiser symboliquement le nom de notre ville pour l'année 2023, afin d'alerter sur la nécessité d'amplifier la lutte en faveur de l'égalité femmes-hommes. Cette décision, symbolique, a déclenché une avalanche de réactions, souvent violentes et disproportionnées, qui témoignent bien qu'il reste beaucoup à faire pour lutter contre l'invisibilisation des femmes dans notre société ! Face au sexisme latent et aux inégalités de genre toujours prégnantes, la commune a donc décidé de renforcer son engagement pour l'égalité femmes-hommes et dans la lutte contre les violences faites aux femmes et contre les discriminations. Sur notre territoire où les discriminations peuvent se superposer, l'action publique municipale est un levier pertinent pour combattre à la racine les inégalités, agir sur les mentalités et lutter contre les préjugés. Pour mettre en œuvre une politique volontariste, le conseil municipal du mois de mars a adopté un plan d'actions structuré autour de quatre priorités et de mesures concrètes, comme l'ouverture d'une maison des femmes, la distribution de protections hygiéniques gratuites dans les bâtiments municipaux, la formation des agents et des élus aux questions de genre, le renforcement de l'égalité professionnelle, l'extension d'une convention avec tous les bailleurs présents sur la ville pour réserver à minima 1 logement de leur parc social aux femmes victimes de violence, ou encore des actions intégrées à toutes les politiques publiques de la ville pour encourager les filles à pratiquer un sport, les associations à promouvoir l'égalité, l'éducation dès le plus jeune âge... Alors que les inégalités salariales sont toujours prégnantes, que le nombre de féminicides est toujours dramatiquement haut, et que les inégalités de genre transcendent toute la société, la ville déclinera ainsi tout au long de l'année – et au-delà – ces actions concrètes au service de l'égalité.

Marc Langlade,
Président du groupe

Groupe Écologistes et Solidaires
Oyez, oyez !

Le 6^e rapport du GIEC du 20 mars, nous rappelle nos obligations actuelles et futures en matière de dérèglement climatique. À Pantin, nous avons partagé plus de 31 jours sans pluie, nos nappes phréatiques ne sont pas au niveau attendu. Autre constat, entre canicule et manque d'eau, nos terres agricoles pour nous nourrir sont en souffrance. Puis, en allant faire nos courses, nous mesurons le prix des denrées et le coût des énergies qui ne cessent d'augmenter sur fond de guerre en Ukraine et d'une réforme des retraites totalement injustes n'allant pas dans le sens d'un partage du travail sans compter ses discriminations envers les femmes. Grrr... Depuis toujours, les écologistes – les vrais, nous continuons à défendre le fait que justice climatique et justice sociale restent indissociables. Nous portons localement depuis plus de deux décennies à Pantin, aux affaires des solutions malgré les multiformes et stigmatisations. Régulièrement, il est entendu des journalistes : « Les écologistes avaient raison avant tout le monde... » Aujourd'hui, c'est tous ensemble et avec vous que nous voulons pouvoir avoir raison ! C'est avec toutes et tous, que nous voulons co-élaborer des solutions pour notre territoire, pour notre démocratie. À Pantin, comme sur toute la France, nous lançons prochainement les États généraux de l'écologie. Par des ateliers, en plus de faire tomber des fausses idées sur l'écologie, il sera possible de construire des orientations aux travers de thématiques. Perspectives : des solutions à trouver conjointement, en plus d'un nouveau mouvement à construire en 150 jours. Alors (prochainement) venez comme vous êtes.

Pour en savoir plus :
<https://lesecolistes.fr/>

Pierric Amella, Nadia Azoug, Nacime Amimar, Alice Nicollet, Augustin Ignacio-Pinto, Mélina Pelé, Mirjam Rudin, Salim Didane.

Généralités engagées
Non à la réforme des retraites à 64 ans

Le projet de loi, concernant la réforme des retraites, qui agite notre pays, avec notamment un départ à 64 ans, est profondément injuste et ne tient pas compte de différents facteurs comme la pénibilité, l'inégalité entre les femmes et les hommes, les carrières longues... Quel(le) ouvrier(e), coiffeur(se), machiniste peut travailler jusqu'à 64 ans ? La pénibilité n'est pas qu'un simple mot, c'est une réalité vécue pour bon nombre de français. Si de nombreux pays européens ont reculé l'âge légal de départ à la retraite, on peut d'ores et déjà observer que le taux de pauvreté des retraités y est plus élevé qu'en France. Souhaitons-nous ce modèle ? C'est un non catégorique. Aujourd'hui un actif peut partir à la retraite à 62 ans, toutefois s'il lui manque des trimestres de cotisation, une décote vient réduire sa pension, et le pousse de facto à travailler plus longtemps afin d'obtenir une pension complète ; c'est tout particulièrement le cas des femmes qui ont le plus souvent des carrières morcelées. Pour notre jeunesse qui rentre de plus en plus tard sur le marché du travail (stages, service civique, contrats précaires...), à l'âge de 27 ans en moyenne, il faudra donc travailler jusqu'à 67 ans... Belle perspective que nous promet ce gouvernement !!! Les acquis obtenus de haute lutte durant le siècle précédent ne peuvent pas et ne doivent pas être remis en question et réduits à néant par ce gouvernement. Il est essentiel également de pouvoir, à l'issue de notre carrière professionnelle, profiter de nos dernières années de vie après une vie de labeur ! C'est, entre autres, pour toutes ces raisons, que nous demandons le retrait de cette réforme profondément injuste et inégalitaire.

Nadine Castillou
Adjointe au maire à la Petite enfance, aux Séjours de vacances et à la Parentalité
Membre du collectif citoyen
« Généralités Engagées »

La France insoumise- Pouvoir vivre à Pantin

Unis et mobilisés jusqu'au retrait de la réforme des retraites de Macron !
Depuis deux mois, nos concitoyennes et concitoyens se mobilisent par millions pour exprimer leur rejet de la réforme des retraites voulue par Emmanuel Macron et son gouvernement. Le report de l'âge légal de la retraite à 64 ans, avec un allongement accéléré de la durée de cotisation. Une régression sociale inouïe. Depuis deux mois, le président Macron s'obstine à maintenir ce projet brutal et injuste, rejeté par l'immense majorité du peuple. Il ment. Il use des dispositions les plus autoritaires de la constitution comme l'article 49.3. Il réprime aveuglément celles et ceux qui manifestent. Une dérive autoritaire aussi intolérable que dangereuse. Depuis deux mois, La France insoumise est pleinement mobilisée contre ce projet néfaste, aux côtés des organisations syndicales, et de l'ensemble des formations politiques de la NUPES et de toute la gauche, unies. À l'assemblée nationale, où le député insoumis de Pantin, Bastien Lachaud, a bataillé avec notre élu contre le projet de Macron. Dans les manifestations et à Pantin, sur les marchés et à chaque fois que nous pouvons convaincre. La lutte continue. Emmanuel Macron n'a pas gagné. Son pouvoir est plus fragile que jamais. Il est minoritaire, au parlement comme dans la rue. La mobilisation populaire peut le faire reculer. Nous y mettrons toute force, à Pantin comme partout dans le pays, pour mettre fin à la spirale de la brutalité et du malheur, et permettre à toutes et tous de vivre mieux et d'espérer en un avenir plus juste et apaisé.

Fabrice Torro, pour La France insoumise-Pouvoir vivre à Pantin

Nadège Abomangoli
Députée de la 10^e circonscription de la Seine-Saint-Denis
Aulnay-sous-Bois, Les Pavillons-sous-Bois, Bondy sud-est

Parti communiste français
Retraites : le 49-3 comme premier aveu d'échec

Avec l'utilisation du 49.3, le gouvernement passe en force. De nombreuses pantinoises et nombreux pantinois se sont rendus aux manifestations organisées par l'intersyndicale locale, comme des millions de françaises et de français dans tout le pays. Cette réforme est un concentré des exemples du pouvoir selon Macron : un texte rejeté par l'ensemble des Français, par l'ensemble des syndicats qui doit passer « quoi qu'il en coûte » en dépit des propositions, des alertes et des rejets exprimés à l'Assemblée Nationale et au Sénat. La motion de censure rejetée à 9 voix près en témoigne. 185 parlementaires viennent déposer avec les communistes un référendum d'initiative partagée sur cette réforme. Après la validation par le Conseil constitutionnel, nous aurons neuf mois pour réunir 4,7 millions de signataires et forcer le président à le mettre en œuvre. Durant toute cette période, la réforme devra être suspendue. Nous proposons une bonne réforme des retraites avec des recettes nouvelles :
• La création de 500 000 emplois indispensables dans les services publics (hôpital, école, transports, territoriale, etc.) rapporterait plus de 6 milliards d'euros.
• La réduction du temps de travail hebdomadaire à 32 heures et la création d'emplois équivalente (1,7 million d'emplois) rapporterait 13,6 milliards d'euros
• La mise à contribution des revenus financiers des entreprises, aujourd'hui exonérés de cotisations, rapporterait près de 40 milliards d'euros :
- Dans le privé, 5 % de hausse des salaires rapportait 9 milliards d'euros ;
- Dans le public, l'augmentation de 5 % du point d'indice de la fonction publique représenterait 1,25 milliards d'euros de cotisations retraites en plus.
• L'égalité salariale femmes-hommes, c'est 6 milliards d'euros de recettes supplémentaires.
Continuons le combat !

Samir Amziane
Catherine Clément

Nous sommes Pantin
Face à la catastrophe néolibérale, un peuple qui se tient debout !

L'actualité nationale prend le pas sur toutes les considérations et devient l'urgence politique du moment. Dans ce contexte, nous souhaitons utiliser cette tribune pour adresser notre soutien total et inconditionnel au mouvement social qui se constitue aux quatre coins du pays depuis bientôt deux mois, en réaction à la scélératesse réforme des retraites que le régime Macron-Borne entend nous faire ingurgiter au forceps. Alors que nous sortons d'un tunnel politique de bientôt trois ans au cours duquel se sont enchaînées la crise Covid et la guerre en Ukraine, chacune apportant son cortège de nouvelles macabres et de douleurs sociales, le Président mal élu se présente donc en ce début 2023 avec un projet de loi qui reporte de 62 à 64 ans l'âge légal de départ à la retraite. 2 ans de captivité salariale supplémentaire, alors même que chez les 5 % des Français-les plus pauvres, 25 % des hommes et 13 % des femmes n'atteignent même pas l'âge de 62 ans en vie. Face à cette brutalité, le pays est sorti de la torpeur dans lequel il semblait plongé depuis la réélection d'Emmanuel Macron. Les manifestations, les blocages et les grèves se multiplient depuis janvier, avec l'approbation générale de la population, au grand désespoir du pouvoir et de ses soutiens éditocratiques. Incapable de convaincre le Parlement, Mme Borne a déclenché l'article 49-3 de la Constitution lui permettant de faire adopter le texte sans le soumettre au vote. La volonté d'un seul homme et de son gouvernement semble donc vouloir s'imposer à tout un pays, sans que rien ne puisse le ramener à la raison démocratique la plus élémentaire. À l'entêtement gouvernemental, opposons la ténacité populaire. Nous Sommes Pantin est dans la rue pour faire reculer le pouvoir et appelle tous les Pantinois-es à se joindre à la mobilisation pour faire gagner le camp des travailleur-se-s !

noussommespantin2020@gmail.com
www.noussommespantin2020.fr

En avant Pantin !
Embellissons le canal



Depuis une dizaine d'années le canal de l'Ourcq s'est métamorphosé pour le plaisir de tous mais depuis plusieurs mois les abords de ce magnifique endroit ne sont plus un paradis pour de nombreux Pantinois. En effet, la bétonisation a eu pour conséquence d'avoir moins d'espaces verts et de respiration avec pour exemple le manque de végétalisation de la Place de la Pointe et les mauvais aménagements de la nouvelle partie piétonne du quai de l'Aisne (les piétons sont obligés de marcher sur les anciennes places de stationnement). Aussi, la tranquillité des habitants n'est pas assurée à certains moments avec la circulation dense de scooters, de véhicules non autorisés, des personnes ont subies des agressions physiques et des habitants ne peuvent pas dormir quand il y a des regroupements de personnes sous leurs fenêtres la nuit. Le futur projet du port de plaisance, près des habitations, est une catastrophe écologique, visuelle et sera néfaste pour notre ville. Les ponts ne sont pas adaptées pour une circulation piéton-velo surtout à côté de l'école Aragon et la nouvelle passerelle près du mail Charles De Gaulle ne permettra pas une circulation à vélo ce qui est une aberration. Face à ce constat, je demande à la municipalité l'organisation les « États généraux du Canal » pour embellir la vitrine de notre belle commune. À cette occasion, il faudra s'opposer au projet du port face à Anne Hidalgo qui nous l'impose et réfléchir ensemble à des idées innovantes pour un canal, vivant, vert et respirable. Enfin, en tant que Conseiller Régional, j'ai demandé au service de la Région Île-de-France d'étudier les différents financements qui peuvent être accordés à la ville de Pantin pour le canal avec une attention toute particulière pour la passerelle au niveau de l'école Aragon qui est empruntée par les familles (création d'une vraie séparation piéton-velo).

Geoffrey Carvalhinho
Conseiller régional
Élu de Pantin

INAUGU- RATION

15.04.23 > 17H
L'ÉGLISE DE PANTIN
Le patrimoine de tous !

Portes ouvertes de 11h à 17h et visites guidées
à 11h, 14h, 15h30



Avec le soutien du ministère
de la Culture - Direction
régionale des affaires
culturelles d'Île-de-France



pantin.fr

